# Gazzetta Ufficiale

## DEL REGNO D'ITALIA

**Anno 1912** — **ROMA — Venerdì, 5 aprile** — **Numero 82**

| DIREZIONE<br>Corso Vittorio Emanuele, 209 — Tel. 11-31 | Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi | AMMINISTRAZIONE<br>Corso Vittorio Emanuele, 209 — Tel. 75-91 |
|---|---|---|




## SOMMARIO

### Parte ufficiale.



### Parte non ufficiale.



# PARTE UFFICIALE

## LEGGI E DECRETI

*Il numero 214 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

**VITTORIO EMANUELE III**
**per grazia di Dio e per volontà della Nazione**
**RE D'ITALIA**

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intiera esecuzione è data all'accordo per la protezione dei giovani operai italiani in Francia e dei giovani operai francesi in Italia, firmato a Parigi il 15 giugno 1910, le cui ratifiche furono scambiate a Parigi addì 10 febbraio 1912.

Art. 2.

Al testo francese dell'accordo, è unita, e sarà contemporaneamente pubblicata, la sua traduzione italiana.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 marzo 1912.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI — NITTI — DI SAN GIULIANO.

Visto, *Il guardasigilli:* FINOCCHIARO-APRILE.

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Président de la Republique française désirant assurer, au moyen de garanties particulières, la protection des jeunes ouvriers italiens travaillant en France et des jeunes ouvriers français travaillant en Italie, conformément aux dispositions prévues par l'article 2, paragraphes *a*, *b* et *c* de la convention signée à Rome le 15 avril 1904.

Ont résolu de conclure à cet effet un arrangement et ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

S. Exc. M. Tittoni, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le président de la Republique française, et

M. G. Montemartini, directeur de l'office du travail au ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce d'Italie; et

le président de la République française:

M. S. Pichon, sénateur, ministre des affaires étrangères, et

M. R. Viviani, député, ministre du travail et de la prévoyance sociale;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes:

Art. 1er.

Les dispositions du présent arrangement se réfèrent, d'une part, aux prescriptions de la loi française du 2 novembre 1892, d'autre part, aux prescriptions de la loi italienne du 10 novembre 1907 (texte unique) et ont pour but de mieux assurer la protection des jeunes italiens en France et celle des jeunes français en Italie.

Sous réserve des équivalences prévues pour les certificats d'études primaires, à l'article 4 ci-après, et nonobstant les sanctions spéciales édictées plus loin, toutes les dispositions de la loi française précitée, notamment en ce qui concerne les âges et les pénalités, restent appliquées aux jeunes italiens travaillant en France. De même, les dispositions de la loi italienne susvisées demeurent appliquées aux jeunes français travaillant en Italie.

Art. 2.

Les jeunes italiens en France et les jeunes français en Italie devront, pour obtenir le livret d'admission au travail prévu par les lois du 2 novembre 1892 et du 10 novembre 1907, ou par les lois ultérieures qui réglementeraient la matière dans les deux pays, présenter à l'autorité municipale un certificat conforme au modèle (document *A*), délivré par le consul compétent. Toutefois, ce certificat ne sera exigé ni des jeunes italiens dont la naissance a été inscrite sur les registres de l'état civil français, ni des jeunes français dont la naissance a été inscrite sur les registres de l'état civil italien.

Les Maires, tant en France qu'en Italie, ne délivreront le livret que si on leur présente le certificat consulaire muni soit d'une photografie du titulaire timbrée par le consul sur le certificat même, soit de la signature du titulaire apposée en présence du consul. Ce certificat sera visé par le maire, revêtu du cachet de la commune et annexé au livret dont il fera partie intégrante.

Les consuls tiendront un état des certificats consulaires délivrés par eux, mentionnant les nom et prénoms, sexe, âge et lieu de naissance de l'enfant, la date de délivrance du certificat et les pièces au vu desquelles ils l'ont accordé.

Ces états, à la fin de chaque année, feront l'objet d'une statistique et d'un rapport qui seront transmis par eux soit à l'ambassade de France à Rome, soit à l'ambassade d'Italie à Paris. Les ambassades feront parvenir ces documents aux administrations compétentes des deux pays.

Les maires tiendront un état des livrets délivrés par eux mentionnant les nom et prénoms, sexe et âge de l'enfant, la date du certificat consulaire et la date de délivrance du livret.

Art. 3.

Pour obtenir le certificat consulaire, le jeune ouvrier devra se présenter au consul avec ses pére, mère ou tutuer et présenter le livret d'admission au travail obtenu dans son pays d'origine.

Il pourra également se présenter avec un autre parent majeur ou avec le patron qui a l'intention de l'employer, mais dans l'un et l'autre de ces cas, s'il est âgé de moins de 15 ans, il devra fournir en outre un acte de consentement de la personne dont il dépend civilement, ledit acte dûment légalisé. Cet acte restera déposé au consulat.

Lorsque le jeune ouvrier ne pourra pas présenter le livret d'admission au travail émanant de son pays d'origine, cette pièce sera remplacée par son acte de naissance ou un bulletin de naissance conforme au modèle (document *B*) et par une attestation d'identité, donnée par deux de ses compatriotes connus de l'autorité consulaire compétente, sans préjudice éventuellement de l'acte de consentement visé au paragraphe précédent.

Art 4.

En ce qui concerne l'admission au travail en France des jeunes ouvriers italiens de 12 à 13 ans, le certificat prévu par la loi italienne du 15 juillet 1877, n. 3961, pourra remplacer le certificat d'études primaires institué par la loi française du 28 mars 1882.

Il en sera de même en ce qui concerne les jeunes français de 12 à 13 ans travaillant en Italie pour lesquels le certificat prévu par la loi française remplacera celui prévu par la loi italienne. Au-dessus de 13 ans, les certificats susvisés ne seront exigés ni des jeunes ouvriers italiens en France, ni des jeunes ouvriers français en Italie.

Pour utiliser en France le certificat d'études italien, le jeune ouvrier devra le présenter au consul italien en même temps que les pièces prévues à l'article 3 ci-dessus, et il en sera alors fait mention dans le certificat consulaire modèle *A*. Réciproquement, les mêmes formalités seront accomplies en Italie pour utiliser le certificat d'études français.

Art. 5.

Les pièces au vu desquelles le certificat consulaire aura été délivré et qui seraient rendues aux intéressés doivent être revêtues par le consul d'un cachet spécial (timbre humide) portant mention, qu'elles on servi à obtenir un certificat en vue de l'admission au travail.

Art. 6.

Le certificat consulaire modèle *A*, le bulletin de naissance modèle *B* et l'acte de consentement des parents seront exempts de tous droits et taxes, ainsi qu'il est prévu déjà par les législations des deux pays pour le livret de travail et les pièces nécessaires à son obtention.

Toutes les diligences, démarches, correspondances ou légalisations d'actes incombant à l'autorité consulaire, en exécution du present arrangement, seront gratuites au regard des jeunes ouvriers italiens ou français.

Art. 7.

Le livret, pendant toute la durée de l'emploi du jeune ouvrier restera déposé chez le patron qui l'occupe et il devra être restitué quand l'emploi cessera.

Les inspecteurs du travail et les officiers de police judiciaire examineront, à l'occasion de leurs visites aux établissements industriels, tous les livrets de travail et les certificats consulaires et confisqueront ceux qui seraient reconnus comme ayant été délivrés irrégulièrement ou étant en la possession d'un enfant autre que le titulaire.

Un avis conforme au modèle *C*, faisant connaître cette confiscation, sera, dans un délai de trois jours, envoyé au préfet qui, dans le même délai, devra le transmettre au consul dans la circonscription duquel est située la commune où a eu lieu la confiscation. Le consul fera parvenir copie de cet avis, avec la lettre modèle *D*, à tous ses collègues italiens en France, ou français en Italie, dans le but de les prévenir, à toutes fins utiles, de la confiscation des livret et certificat susvisés. Chaque consul ou agent consulaire tiendra une liste des livrets et certificats confisqués.

Les personnes reconnues coupables de falsification, d'altération, de cession ou d'usage illicite de livret seront déférées à l'autorité judiciaire.

Art. 8.

L'emploi dans les industries insalubres et dangereuses est réglé par la loi du pays dans lequel a lieu le travail.

En ce qui concerne les verreries et cristalleries, les travaux dangereux et insalubres interdits aux enfants en Italie, à la date de la signature du présent arrangement, seront interdits aux enfants en France et réciproquement.

Mais, en raison des différences existant entre la loi française du 2 novembre 1892 et la loi italienne du 10 novembre 1907 sur les âges limite auxquels s'étend la protection légale, les décrets rendus dans chacun des deux pays, en vertu de sa loi respective, spécifieront les âges auxquels ces travaux doivent être interdits.

Les deux gouvernements feront tous leurs efforts pour arriver, par voie de réglementation intérieure, à unifier ces âges dans les deux pays. A cet effet, ils provoqueront, s'il le faut, un accord international comme il est prévu à l'article 3 de la convention du 15 avril 1904.

Art. 9.

Les gouvernements des deux pays organiseront, dans les grands centres industriels, des comités de patronage dont les fonctions seront gratuites et dont feront partie, là où ce sera possible, des représentants de la nationalité des jeunes ouvriers. Le sous-préfet ou un conseiller de préfecture, le maire de la commune où siégera le comité, et l'inspecteur du travail dont dépend cette commune, d'une part, le consul, d'autre part, font de droit partie de ces comités.

Dans un délai de six mois, après la ratification du présent arrangement, un comité au moins sera créé dans tout arrondissement français comprenant plus de cinquante enfants italiens employés dans l'industrie.

Les comités veilleront :

1° à la stricte application des lois et règlements relatifs au travail des jeunes ouvriers italiens ou français. A cet effet, ils signaleront aux inspecteurs du travail toutes les infractions qui parviendraient à leur connaissance, et tout spécialement le cas où les jeunes ouvriers seraient chargés d'un travail excédant leurs forces ;

2° à l'observation rigoureuse : en France, des prescriptions relatives à la délivrance des certificats d'aptitude physique visés aux paragraphes 3, 4 et 5 de l'article 2 de la loi du 2 novembre 1892 ; en Italie, des prescriptions relatives tant au certificat médical visé à l'article 2 de la loi du 10 novembre 1907, qu'aux visites et conditions d'aptitude physique édictées par les règlements italiens pris en vertu de cette loi ;

3° à l'application aux jeunes ouvriers italiens et à leurs parents des dispositions de la loi française du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire, ainsi qu'à l'application aux jeunes ouvriers français et à leurs parents de la loi italienne du 15 juillet 1877.

Les comités s'assureront également, avec l'appui de l'autorité compétente et dans les conditions prévues par les lois nationales respectives, qu'un traitement équitable et humain est appliqué aux jeunes ouvriers logés en dehors de leur propre famille, et que l'hygiène et la moralité sont respectées en ce qui les concerne. Dans le cas où les conditions d'alimentation, d'habillement ou de logement seraient reconnues défectueuses, et en cas de sévices ou de mauvais traitement, les comités déféreront les faits aux autorités locales qui aviseront suivant les circonstances.

Enfin, ces comités pourront, le cas échéant, étendre leur patronage aux ouvriers de tout âge, italiens en France et français en Italie.

Art. 10.

Les administrations compétentes des deux pays arrêteront en même temps toutes les mesures d'ordre et de détail qu'elles jugeront nécessaires pour l'exécution du présent arrangement.

Art. 11.

Il est entendu que toutes les opérations dont les consuls sont chargés en vertu du présent arrangement peuvent être effectuées également par les agents consulaires.

Art. 12.

Le présent arrangement sera soumis, dans les deux pays, à l'approbation du Parlement, sera ratifié et entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications qui aura lieu à Paris. Il sera valable pour une durée de cinq ans, et, s'il n'est pas dénoncé six mois avant l'échéance, il sera valable pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 15 juin 1910.

(*L. S.*) TITTONI
(*L. S.*) GIOVANNI MONTEMARTINI
(*L. S.*) S. PICHON
(*L. S.*) RENÉ VIVIANI

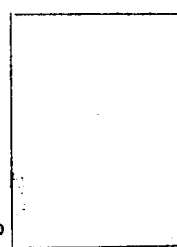
Modèle **A**.

Le soussigné (consul ou agent consulaire) { d'Italie / de France } a declare avoir examiné le livret { italien / français } d'admission au travail, l'acte, le certificat de naissance, l'attestation d'identité, l'acte de consentement au travail (1) fournis par fils ou fille de et de né à { province / département } de le et domicilié à { province / département } de chez (2) et les avoir trouvés réguliers.

Il estime que rien ne s'oppose à ce que le susnommé obtienne un livret de travail conformément aux dispositions de la loi { italienne / française } sur le travail des enfants et des femmes.

L'enfant a été présenté au soussigné par (3) demeurant

Signalement de l'enfant :

| Emplacement réservé à la photographie de l'enfant ou à sa signature. | | Signes particuliers : |
|---|---|---|
| | Taille<br>Cheveux<br>Front<br>Yeux<br>Nez<br>Bouche<br>Menton<br>Visage | |

Signatures :

Mention facultative spéciale réservée aux enfants de 12 à 13 ans. L'enfant a, en outre, présenté au soussigné un certificat d'instruction { italien / français } conforme à celui exigé par la loi { italienne / française } { du 15 juillet 1877, n. 3961 / du 28 mars 1882 }

Fait à , le

(1) Rayer dans l'énumeration des pièces celles dont la présentation n'est point exigible dans le cas particulier.
(2) Chez ses parents ou chez X.
(3) Père, mère ou tuteur, parent (indiquer le degré), patron.

Modèle **B**.

Comune de :

BULLETIN DE NAISSANCE.

Nom :

Prénoms :
Né le
Inscrit le
Fils de
Profession :
et de
Profession :
Demeurant à n°
Délivré à , le 19

L'officier de l'état civil

Modèle C

Par application de l'article 7, § 3, de l'arrangement franco-italien du 15 juin 1910, le soussigné a l'honneur d'informer M. le préfet du département d qu'un livret de travail muni d'un certificat consulaire, établi au nom de a été confisqué le à comme ayant été délivré irrégulièrement [étant en possession d'un enfant (nom et prénoms) autre que le titulaire] (1).

Ce livret portait les indications ci-après (2):

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

La présente communication doit, aux termes de l'article précité de l'arrangement franco-italien du 15 juin 1910, être transmise dans les trois jours au consul { français / italien } de la circonscription dont depend la commune de (3).

Fait à , le

*L'inspecteur du travail* (4)
ou *L'officier de police judiciaire*

(1) Supprimer l'une des mentions suivant le cas.
(2) Porter les indications du certificat consulaire et celle de la page du livret où le maire a signé la délivrance du livret.
(3) Commune où a eu lieu la confiscation.
(4) Supprimer l'une des mentions suivant le cas.

M

Modèle D

Par application de l'article 7, § 3, de l'arrangement franco-italien du 15 juin 1910, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-jointe, la copie de l'avis de confiscation d'un livret de jeune ouvrier { français / italien } qui m'a été notifié par M. le préfet du département de

*(Traduzione).*

Sua Maestà il Re d'Italia e il presidente della Repubblica francese desiderando assicurare, mediante garanzie speciali, la protezione dei fanciulli operai italiani che lavorano in Francia e dei fanciulli operai francesi che lavorano in Italia, conformemente alle disposizioni previste dall'articolo 2, paragrafi *a*, *b* e *c* della convenzione firmata a Roma il 15 aprile 1904;

Hanno deciso di concludere a tale scopopo un accordo ed hanno nominato a loro Plenipotenziari:

Sua Maestà il Re d'Italia:

Sua Eccellenza Tittoni, suo ambasciatore straordinario e plenipotenziario presso il presidente della Repubblica francese, e

il signor G. Montemartini, direttore dell'ufficio del lavoro al ministero di agricoltura, industria e commercio d'Italia: e

il presidente della Repubblica francese;

il signor S. Pichon, senatore, ministro degli affari esteri, e

il signor R. Viviani, deputato, ministro del lavoro e della previdenza sociale;

I quali, dopo essersi comunicati i loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, sono convenuti nelle disposizioni seguenti:

Art. 1.

Le disposizioni del presente accordo si riferiscono, da una parte, alle prescrizioni della legge francese del 2 novembre 1892, dall'altra parte, alle prescrizioni della legge italiana del 10 novembre 1907 (testo unico) ed hanno per iscopo di assicurare meglio la protezione dei fanciulli italiani in Francia e quella dei fanciulli francesi in Italia.

Con riserva delle equipollenze previste per gli attestati di istruzione primaria nell'articolo 4 e nonostante le sanzioni speciali stabilite più innanzi, tutte le disposizioni della legge francese anzidetta, specialmente per ciò che concerne l'età e le penalità, sono applicate ai fanciulli italiani che lavorano in Francia.

Parimente, le disposizioni della prefata legge italiana sono applicate ai fanciulli francesi che lavorano in Italia.

Art. 2.

I fanciulli italiani in Francia e i fanciulli francesi in Italia dovranno, per ottenere il libretto di ammissione al lavoro, previsto colle leggi 2 novembre 1892 e 10 novembre 1907, o con leggi ulteriori che regolino la materia nei due paesi, presentare all'autorità municipale un certificato conforme al modulo (allegato *A*), rilasciato dal console competente. Tuttavia tale certificato non si esigerà dai fanciulli italiani la cui nascita sia stata inscritta nei registri dello stato civile francese, nè dai fanciulli francesi la cui nascita sia stata inscritta nei registri dello stato civile italiano.

I sindaci, tanto in Francia che in Italia, non rilasceranno il libretto se non sia loro esibito il certificato consolare munito della fotografia del titolare timbrata dal console sul certificato stesso oppure della firma del titolare apposta in presenza del console. Tale certificato sarà vidimato dal sindaco, munito del bollo municipale e allegato al libretto di cui formerà parte integrante.

I consoli terranno un registro dei certificati consolari da essi rilasciati, indicando: nomi, cognome, sesso, età e luogo di nascita del fanciullo, data di rilascio del certificato e documenti in base ai quali essi l' hanno concesso.

Tali registri saranno oggetto, alla fine di ogni anno, di una statistica e di una relazione che saranno da essi consoli trasmesse sia all'ambasciata di Francia a Roma, sia all'ambasciata d'Italia a Parigi. Le ambasciate faranno pervenire questi documenti alle amministrazioni competenti dei due paesi.

I sindaci terranno un registro dei libretti da essi rilasciati, con menzione di cognome, nomi, sesso ed età del fanciullo, data del certificato consolare e data di rilascio del libretto.

Art. 3.

Per ottenere il certificato consolare il fanciullo operaio dovrà presentarsi al console col padre, la madre o il tutore, ed esibire il libretto di ammissione al lavoro ottenuto nel suo paese d'origine.

Egli potrà egualmente presentarsi con un altro parente maggiorenne o col padrone che ha intenzione di impiegarlo, ma tanto nell'uno che nell'altro caso, se egli è di età inferiore a 15 anni, dovrà esibire anche un atto di consenso della persona da cui dipende civilmente, il quale atto, debitamente legalizzato, resterà depositato al consolato.

Quando il fanciullo operaio non potesse presentare il libretto di ammissione al lavoro rilasciato nel suo paese d'origine, tale documento sarà sostituito dal suo atto di nascita o da un attestato di nascita conforme al modulo (allegato *B*) e da un'attestazione di identità fatta da due suoi connazionali cogniti all'autorità consolare competente, senza pregiudizio eventualmente dell'atto di consenso menzionato nel capoverso che precede.

Art. 4.

Per ciò che concerne l'ammissione al lavoro in Francia dei fanciulli operai di età da 12 a 13 anni, il certificato previsto dalla legge italiana del 15 luglio 1877, n. 3961, potrà sostituire l'attestato di istruzione primaria stabilito dalla legge francese del 28

marzo 1882. Ugualmente avverrà per ciò che concerne i fanciulli francesi di età da 12 a 13 anni che lavorano in Italia, per i quali l'attestato previsto dalla legge francese sostituirà quello previsto dalla legge italiana. Non si esigeranno tali certificati dai fanciulli italiani operai in Francia nè dai fanciulli francesi operai in Italia, quando essi abbiano superato l'età di 13 anni.

Per utilizzare in Francia l'attestato d'istruzione italiano, il fanciullo operaio dovrà presentarlo al console italiano insieme coi documenti previsti nel precedente art. 3, e in tal caso ne sarà fatta menzione nel certificato consolare modulo *A*. Le stesse formalità si compieranno in Italia per utilizzare l'attestato francese di studi.

Art. 5.

I documenti in base ai quali sia stato rilasciato il certificato consolare, e che saranno restituiti agli interessati, dovranno essere muniti dal console di un bollo speciale (a umido) con la menzione che essi servirono ad ottenere un certificato a scopo di ammissione al lavoro.

Art. 6.

Il certificato consolare modulo *A*, l'attestato di nascita modulo *B* e l'atto di consenso dei genitori saranno esenti da qualunque diritto e tassa, come è già previsto nelle legislazioni dei due paesi per il libretto di lavoro e per i documenti necessari per ottenerlo.

Tutte le indagini, pratiche, corrispondenze o legalizzazioni di atti, incombenti all'autorità consolare in esecuzione del presente accordo saranno gratuite riguardo ai fanciulli operai italiani o francesi.

Art. 7.

Il libretto resterà depositato, per tutta la durata dell'impiego del fanciullo operaio, presso il padrone che lo occupa, e dovrà essere restituito quando l'impiego cessi.

Gli ispettori del lavoro e i funzionari della polizia giudiziaria esamineranno, in occasione delle loro visite agli stabilimenti industriali, tutti i libretti di lavoro e i certificati consolari, e sequestreranno quelli riconosciuti come rilasciati irregolarmente o posseduti da fanciulli che non ne siano titolari.

Un avviso conforme al modulo *C*, comunicante tale sequestro, sarà inviato, entro un termine di tre giorni, al prefetto, il quale, entro un egual termine, dovrà trasmetterlo al console nella cui circoscrizione è situato il comune ove ebbe luogo il sequestro. Il console farà pervenire copia di detto avviso, con la lettera modulo *D*, a tutti i suoi colleghi italiani in Francia, o francesi in Italia, allo scopo di prevenirli, ad ogni fine utile, del sequestro del libretto e certificato anzidetti. Ogni console o agente consolare terrà un elenco dei libretti e certificati sequestrati.

Le persone riconosciute colpevoli di falsificazione, di alterazione, di cessione o di uso illecito di libretto saranno deferite all'autorità giudiziaria.

Art. 8.

L'impiego nelle industrie insalubri e pericolose è regolato dalla legge del paese in cui si effettua il lavoro.

Per ciò che concerne le vetrerie e fabbriche di cristalli, i lavori pericolosi e malsani vietati ai fanciulli in Italia alla data della firma del presente accordo, saranno vietati ai fanciulli in Francia e reciprocamente.

Ma a causa delle differenze esistenti fra la legge francese del 2 novembre 1892 e la legge italiana del 10 novembre 1907 sui limiti d'età ai quali si estende la protezione legale, i decreti emessi in ciascuno dei due paesi, in virtù della sua legge rispettiva, specificheranno le età alle quali i detti lavori debbono essere vietati.

I due Governi faranno ogni sforzo per giungere, mediante regolamenti interni, ad unificare queste età nei due paesi. A tale scopo essi provocheranno, ove occorra, un accordo internazionale come è previsto nell'art. 3 della convenzione 15 aprile 1904.

Art. 9.

I Governi dei due paesi organizzeranno, nei grandi centri industriali, dei comitati di patronato le cui funzioni saranno gratuite e dei quali faranno parte, laddove sia possibile, dei rappresentanti della nazionalità dei fanciulli operai. Il sottoprefetto o un consigliere di prefettura, il sindaco del comune dove sieda il comitato, e l'ispettore del lavoro da cui dipende il comune stesso, da una parte, e il console, dall'altra parte, faranno di diritto parte di detti comitati.

Nel termine di sei mesi dopo la ratifica del presente accordo, un comitato almeno sarà creato in ogni circondario francese in cui siano più di cinquanta fanciulli italiani impiegati nell'industria.

I comitati vigileranno:

1° per la stretta applicazione delle leggi e dei regolamenti relativi al lavoro dei fanciulli operai italiani o francesi. A tale scopo essi segnaleranno agli ispettori del lavoro tutte le infrazioni che verranno a loro cognizione, e specialmente i casi in cui dei fanciulli operai siano gravati da un lavoro eccessivo per le loro forze;

2° per l'osservanza rigorosa: in Francia, delle prescrizioni relative al rilascio dei certificati di idoneità fisica di cui ai paragrafi 3, 4 e 5 dell'art. 2 della legge 2 novembre 1892; in Italia, delle prescrizioni relative tanto al certificato medico di cui all'art. 2 della legge 10 novembre 1907, quanto alle visite e condizioni di idoneità fisica stabilite dai regolamenti italiani emessi in base a detta legge;

3° per l'applicazione ai fanciulli operai italiani e ai loro genitori delle disposizioni della legge francese 28 marzo 1882 sull'insegnamento primario obbligatorio, nonchè per l'applicazione ai fanciulli operai francesi e ai loro genitori della legge italiana del 15 luglio 1877.

I comitati si assicureranno pure, con l'appoggio dell'autorità competente e nelle condizioni previste dalle leggi nazionali rispettive, che ai fanciulli operai alloggiati fuori delle loro famiglie sia fatto un trattamento equo ed umano, e che l'igiene e la moralità siano rispettate in ciò che li concerne. Nel caso che le condizioni di vitto, di vestiario o di alloggio siano riconosciute deficienti, e nel caso di sevizie o di cattivi trattamenti, i comitati denunzieranno i fatti alle autorità locali che provvederanno a seconda delle circostanze.

Infine tali comitati potranno, occorrendo, estendere il loro patronato agli operai di qualunque età, italiani in Francia e francesi in Italia.

Art. 10.

Le amministrazioni competenti dei due paesi stabiliranno in pari tempo tutte le misure d'ordine e di dettaglio che reputeranno necessarie per l'esecuzione del presente accordo.

Art. 11.

Resta inteso che tutte le operazioni di cui sono incaricati i consoli in virtù del presente accordo possono essere egualmente effettuate dagli agenti consolari.

Art. 12.

Il presente accordo sarà sottoposto, nei due paesi all'approvazione del Parlamento, sarà ratificato ed entrerà in vigore un mese dopo lo scambio delle ratifiche che avrà luogo a Parigi. Esso sarà valido per un periodo di cinque anni, e, se non verrà denunciato sei mesi prima della scadenza, sarà valido per un nuovo periodo di cinque anni, e così di seguito.

In fede di che, i rispettivi plenipotenziari hanno firmato il presente accordo, munendolo dei loro sigilli.

Fatto a Parigi, in doppio esemplare, il 15 giugno 1910.

(*L. S.*) TITTONI.
(*L. S.*) GIOVANNI MONTEMARTINI.
(*L. S.*) S. PICHON.
(*L. S.*) RENÉ VIVIANI.

Modulo **A**.

Il sottoscritto (console o agente consolare) { d'Italia / di Francia } a

dichiara avere esaminato il libretto { italiano / francese } di ammissione al lavoro, l'atto, il certificato di nascita, l'attestazione d'identità, l'atto di consenso al lavoro (1) esibiti da figlio o figlia di

e di nato a { provincia / dipartimento } di

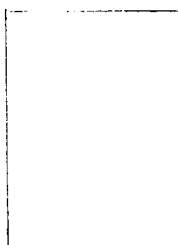
il e domiciliato a { provincia / dipartimento } di

presso (2) e di averli trovati regolari.

Egli ritiene che nulla osta a che il detto ottenga un libretto di lavoro conformemente alle disposizioni della legge { italiana / francese } sul lavoro delle donne e dei fanciulli.

Il fanciullo è stato presentato al sottoscritto da (3) dimorante

Connotati del fanciullo:

| Spazio riservato alla fotografia del fanciullo o alla sua firma. | | Segni particolari: |
|---|---|---|
| | Statura | |
| | Capelli | |
| | Fronte | |
| | Occhi | |
| | Naso | |
| | Bocca | |
| | Mento | |
| | Viso | |

Firma:

Menzione facoltativa speciale, riservata ai fanciulli di 12 a 13 anni. Il fanciullo ha inoltre presentato al sottoscritto un attestato d'istruzione { italiano / francese } conforme a quello voluto dalla legge { italiana / francese } del 15 luglio 1877, n. 3961 / del 28 marzo 1882

Fatto a

---

(1) Cancellare nell'enumerazione dei documenti quelli la cui esibizione non è richiesta nel caso singolo.
(2) Presso i suoi genitori o presso X.
(3) Padre, madre o tutore, parente (indicare il grado), padrone.

Modulo **B**.

Comune di

ATTESTATO DI NASCITA.

Cognome:
Nome:
Nato il a
Inscritto il
Figlio di
Professione:
e di
Professione:
Dimorante a n.

Rilasciato a il 19

L'ufficiale dello stato civile

Modulo **C**.

In applicazione dell'art. 7, § 3, dell'accordo franco-italiano del 15 giugno 1910, il sottoscritto ha l'onore di informare il signor prefetto del dipartimento di che un libretto di lavoro munito di certificato consolare, fatto al nome di è stato sequestrato il a come rilasciato irregolarmente [essendo in possesso di un fanciullo (nome e cognome) che non è il titolare] (1).

Tale libretto portava le indicazioni seguenti: (2)

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

La presente comunicazione deve, a' sensi del precitato articolo dell'accordo franco-italiano del 15 giugno 1910, essere trasmessa entro tre giorni al console { italiano / francese } della circoscrizione da cui dipende il comune di (3).

Fatto a il

*L'ispettore del lavoro* (4)
o *L'ufficiale di polizia giudiziaria*

---

(1) Sopprimere una delle menzioni secondo il caso.
(2) Riportare le indicazioni del certificato consolare e quella della pagina del libretto in cui il sindaco ha firmato il rilascio del libretto.
(3) Comune ove ebbe luogo il sequestro.
(4) Sopprimere una delle menzioni secondo il caso.

Modulo **D**.

Signore,

In applicazione dell'art. 7, § 3, dell'accordo franco-italiano del 15 giugno 1910, ho l'onore di rimetterle, qui unita, la copia dell'avviso di sequestro di un libretto di fanciullo operaio { italiano / francese } notificatomi dal signor prefetto del dipartimento di

---

*Il numero* 232 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

## VITTORIO EMANUELE III

**per grazia di Dio e per volontà della Nazione**

**RE D'ITALIA**

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

### Art. 1.

Sono convertiti in legge, salvo la modificazione di cui al comma *b* del seguente art. 3, i RR. decreti 25 settembre 1911, n. 1233; 5 novembre 1911, nn. 1232 e 1234; 30 novembre 1911, n. 1336; 10 dicembre 1911, n. 1337; 31 dicembre 1911, nn. 1417 e 1418; 18 gennaio 1912, n. 61 e 15 febbraio 1912, nn. 101 e 102, coi quali fu autorizzata, nelle forme stabilite dalla legge 17 luglio 1910, n. 511, l'apertura di crediti straordinari di L. 140.000.000 a favore del ministero della guerra e di L. 30.000.000 a favore del ministero della marina per le spese dipendenti dalla spedizione in Tripolitania e in Cirenaica.

La somma di L. 140.000.000 sarà inscritta nel bilancio del ministero della guerra:

*a*) per L. 98.000.000 per spese a tutto il mese di febbraio 1912 dipendenti dalla spedizione in Tripolitania e in Cirenaica, ivi comprese le somme occorrenti per le competenze e per il mantenimento della maggior forza sotto le armi in più delle somme stanziate nei relativi capitoli della parte ordinaria del bilancio;

*b*) per L. 42.000.000 per il reintegro in Italia della

dotazione di materiali trasportati in Tripolitania e in Cirenaica.

La somma di L. 30.000.000 sarà inscritta nel bilancio del ministero della marina per spese analoghe a quelle indicate nei precedenti comma *a* e *b* e per l'impianto di una stazione radiotelegrafica in Assab.

Art. 2.

È assegnato un nuovo fondo di L. 35.000.000 da inscriversi nel bilancio del ministero della guerra.

Del detto fondo L. 20.000.000 sono destinate alla continuazione delle spese indicate al comma *b*) del precedente art. 1, e L. 15.000.000 all'allestimento di materiali e acquisto di quadrupedi occorrenti per la formazione delle nuove unità istituite col R. decreto 7 dicembre 1911, n. 1282.

Art. 3.

Alla spesa straordinaria complessiva di L. 205.000.000 di cui ai precedenti articoli 1 e 2 sarà provveduto:

*a)* mediante prelevamento di L. 57.000.000 dalle eccedenze di cassa provenienti dagli avanzi accertati a tutto l'esercizio finanziario 1910-911. Detta somma sarà inscritta con decreti del ministro del tesoro in apposito capitolo della parte straordinaria dei bilanci dei ministeri della guerra e della marina per l'esercizio finanziario 1911-912, rispettivamente, per L. 27.000.000 e per L. 30.000.000;

*b*) mediante prelevamento dell'intero avanzo che risulterà all'atto della compilazione del conto consuntivo dello Stato per l'esercizio finanziario 1911-912, dopo aver eseguito il prelevamento stabilito nella legge 2 giugno 1910, n. 277, per il demanio forestale dello Stato e, ove si riconosca opportuno, anche quello previsto dalla legge 18 luglio 1911, n. 836, per la costruzione di edifici di Stato nella capitale. La somma costituente l'avanzo finale sarà con decreto del ministro del tesoro iscritta nel bilancio del ministero della guerra in aggiunta allo stanziamento del capitolo di cui al precedente comma *a*.

La somma che, eseguiti i suddetti prelevamenti, resterà da inscriversi a saldo della spesa di L. 205 000.000, sarà ripartita in sei rate uguali da stanziare in apposito capitolo della parte straordinaria del bilancio del ministero della guerra negli esercizi finanziari dal 1912-1913 al 1917-918.

All'inscrizione della rata per l'esercizio 1912-913 sarà provveduto con decreto del ministro del tesoro.

Art. 4.

È autorizzata per l'esercizio finanziario 1911-912 la spesa straordinaria complessiva di L. 10.600.000 da ripartirsi come segue:

*a*) lire 5.300.000 nel bilancio del ministero dei lavori pubblici per i lavori occorrenti nel porto di Tripoli, per la costruzione di pontili di approdo a Bengasi, Derna e Homs, e per lavori di escavazione nei porti della Tripolitania e della Cirenaica;

*b*) lire 2.000.000 nel bilancio del ministero dell'interno, delle quali L. 1.200.000 per provvedimenti sanitari e pel funzionamento dei servizi civili in genere in Tripolitania e in Cirenaica, e lire 800.000 per rimpatrio e mantenimento d'italiani espulsi o fuggiaschi dalla Turchia e di arabi e di ottomani espulsi dalla Tripolitania e dalla Cirenaica, e per altre esigenze;

*c*) lire 3.300.000 nel bilancio del ministero delle poste e dei telegrafi per spese occorrenti all'impianto di due cavi telegrafici fra Tripoli e Siracusa e fra Bengasi e Siracusa ed ai collegamenti con la rete del Regno, compreso l'acquisto di nuovi apparati telegrafici e le indennità varie al personale e per l'impianto di una rete telefonica a Tripoli.

L'inscrizione delle predette somme sarà fatta con decreti del ministro del tesoro.

Art. 5.

Per tutti i lavori e le provviste di cui al precedente articolo 4 il Governo è autorizzato a derogare alle norme della legge e del regolamenfo di contabilità generale dello Stato, provvedendo mediante licitazione, trattativa privata, o in economia.

Per i pagamenti, il mandato di anticipazione può emettersi fino alla somma di L. 50.000, e quello a disposizione non oltre la somma di L. 300.000.

L'approvazione dei progetti principali o suppletivi dei lavori indicati nel detto articolo 4, lettera *a*), qualunque ne sia l'importo, sarà dato dall'ispettore superiore del genio civile incaricato della vigilanza e dell'alta direzione tecnica delle opere, ed essa avrà effetto per ogni riguardo sia d'ordine tecnico, sia di convenienza amministrativa.

L'approvazione data dal ministero dei lavori pubblici alle proposte motivate dell'ispettore superiore del genio civile per la risoluzione di vertenze e la dichiarazione di non applicabilità di clausole penali in dipendenza di contratti stipulati per la esecuzione delle opere contemplate nel precedente art. 4, lettera *a*, o per le relative provviste, per noleggi e simili, dispensa dalle norme al riguardo stabilite dalla legge e dal regolamento di contabilità generale dello Stato.

Le suddette disposizioni sono applicabili anche ai contratti stipulati anteriormente alla presente legge.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 28 marzo 1912.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI — TEDESCO — SPINGARDI — CALISSANO — SACCHI — LEONARDI-CATTOLICA.

Visto, *Il guardasigilli:* FINOCCHIARO-APRILE.

*Il numero 233 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

**Articolo unico.**

Sono convertiti in legge i seguenti allegati Regi decreti:

1° settembre, 2 ottobre, 5 novembre e 17 dicembre 1911, nn. 990, 1083, 1218 e 1357, che aumentano complessivamente di L. 4.000.000 la dotazione del capitolo n. 132: « Fondo di riserva per le spese impreviste », inscritto nello stato di previsione della spesa del ministero del tesoro per l'esercizio 1911-912.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 25 marzo 1912.

VITTORIO EMANUELE.

TEDESCO.

Visto, *Il guardasigilli:* FINOCCHIARO-APRILE.

*Regio decreto (pubblicato nella* Gazzetta ufficiale *n. 223 del 25 settembre 1911), n. 990.*

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della nazione
Re d'Italia.

Vista la legge 30 giugno 1911, n. 600, che approva lo stato di previsione della spesa del ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1911-912;

Udito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per il tesoro;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Lo stanziamento del capitolo n. 132 « Fondo di riserva per le spese impreviste » dello stato di previsione della spesa del ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1911-912 è aumentato di lire un milione e cinquecentomila (L. 1.500.000).

Art. 2.

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge.

Ordinamo che il presente decreto munito del sigillo dello Stato, sia inserto della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno di Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 1 settembre 1911.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI — TEDESCO.

*Regio decreto (pubblicato nella* Gazzetta ufficiale, *n. 241, del 16 ottobre 1911), n. 1083.*

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della nazione
Re d'Italia.

Vista la legge 30 giugno 1911, n. 600, che approva lo stato di previsione della spesa del ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1911-912;

Udito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per il tesoro;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Lo stanziamento del capitolo n. 132 « Fondo di riserva per le spese impreviste » dello stato di previsione della spesa del ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1911-912, è aumentato di lire cinquecentomila (L. 500.000).

Art. 2.

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge.

Ordiniamo che il presente decreto munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 2 ottobre 1911.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.
TEDESCO.

*Regio decreto (pubblicato nella* Gazzetta ufficiale *n. 273, del 23 novembre 1911), n. 1218.*

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della nazione
Re d'Italia.

Vista la legge 30 giugno 1911, n. 600, che approva lo stato di previsione della spesa del ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1911-912;

Udito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per il tesoro;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Lo stanziamento del capitolo n. 132: « Fondo di riserva per le spese impreviste » dello stato di previsione della spesa del ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1911-912, è aumentato di lire un milione (lire 1.000.000).

Art. 2.

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 5 novembre 1911.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.
TEDESCO.

*Regio decreto (pubblicoto nella* Gazzetta ufficiale *n. 1, del 2 gennaio 1912), n. 1357.*

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della nazione
Re d'Italia

Vista la legge 30 giugno 1911, n. 600, che approva lo stato di previsione della spesa del ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1911-912;

Udito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per il tesoro;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Lo stanziamento del capitolo n. 132: « Fondo di riserva per le spese impreviste » dello stato di previsione della spesa del ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1911-912, è aumentato di lire un milione (L. 1.000.000).

Art. 2.

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 17 dicembre 1911.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.
TEDESCO.

*Il numero 234 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

VITTORIO EMANUELE III
**per grazia di Dio e per volontà della Nazione**
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Sono approvate le variazioni per l'assestamento del bilancio di previsione della Colonia della Somalia italiana, per l'esercizio finanziario 1910-911, descritte nella tabella annessa alla presente legge.

Art. 2.

Nella parte straordinaria dello stato di previsione della spesa della Colonia della Somalia italiana per l'esercizio 1910-911 è istituito il capitolo n. 16-*bis*, di cui alla tabella *B* annessa alla presente legge, con lo stanziamento di lire 96.614,18 per provvedere al saldo di spese residue riferibili agli esercizi 1909-910 e precedenti.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 marzo 1912.

VITTORIO EMANUELE.

TEDESCO.

Visto, *Il guardasigilli:* FINOCCHIARO-APRILE.

VARIAZIONI del bilancio della Colonia della Somalia italiana per l'esercizio finanziario 1910-911.

| CAPITOLI Numero | CAPITOLI Denominazione | | Ammontare delle variazioni |
|---|---|---|---|
| | **ENTRATA** | | |
| 1. | Proventi doganali | + | 50,000 — |
| | Totale delle variazioni all'entrata | + | 50,000 — |
| | **SPESA** | | |
| 2. | Personale di ruolo | — | 71,880 — |
| 3. | Personale avventizio | + | 119,680 — |
| 4. | Spese di carattere politico | — | 20,000 — |
| 5. | Spese per servizi vari | + | 15,000 — |
| 6. | Spese generali | + | 27,000 — |
| 7. | Linea di navigazione Aden-Mogadiscio-Zanzibar | — | 38,000 — |
| 7-*bis*. | Linea di navigazione fluviale sul Giuba | + | 18,000 — |
| 8. | Spese casuali | — | 8,837 80 |
| 10. | Annualità dovuta alla Cassa depositi e prestiti in estinzione del mutuo di lire 3,600,000, contratto per il riscatto del Benadir (Leggi 2 luglio 1905, n. 319, 30 giugno 1907, n. 490, e 8 giugno 1910, n. 543 (Quarta rata) | — | 223,456 38 |
| 11. | Assegni agli ufficiali ed alla truppa e spese varie | + | 92,080 — |
| 12. | Equipaggiamento | — | 30,000 — |
| 13. | Materiali d'artiglieria e premi di tiro | + | 50,000 — |
| 14. | Spese generali dell'amministrazione militare | + | 50,000 — |
| 15. | Spese generali | — | 16,200 — |
| 16. | Spese casuali | — | 10,000 — |
| 16-*bis*. | Spese riferibili ad esercizi precedenti | + | 96,614 18 |
| | Totale delle variazioni alla spesa | + | 50,000 — |
| | **RIASSUNTO** | | |
| | Entrata | + | 50,000 — |
| | Spesa | + | 50,000 — |
| | Differenza | | » |

Visto, d'ordine di Sua Maestà:
*Il ministro del tesoro*
TEDESCO.

*Il numero 235 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

VITTORIO EMANUELE III
**per grazia di Dio e per volontà della Nazione**
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico:

Il Governo del Re è autorizzato:

*a*) a fare accertare e riscuotere, secondo le leggi in vigore, le entrate della colonia della Somalia italiana, riguardanti l'esercizio finanziario dal 1° luglio 1911 al 30 giugno 1912, in conformità dello stato di previsione annesso alla presente legge (tabella *A*);

*b*) a far pagare le spese della Colonia stessa, relative all'esercizio finanziario dal 1° luglio 1911 al 30 giugno 1912, in conformità dello stato di previsione annesso alla presente legge (tabella *B*).

È mantenuta al governatore della Somalia italiana la facoltà concessagli dall'art. 9 della legge 5 aprile 1908, n. 161, di stornare dall'uno all'altro articolo del bilancio, con suo decreto da comunicarsi al ministero

degli affari esteri, con le opportune giustificazioni, fondi non destinati a spese d'ordine ed obbligatorie.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 marzo 1912.

VITTORIO EMANUELE.

TEDESCO.

Visto, *Il guardasigilli:* FINOCCHIARO-APRILE.

Tabella **A.**

STATI di previsione dell'entrata e della spesa della Colonia della Somalia italiana per l'esercizio finanziario 1911-912.

| Numero | CAPITOLI — Denominazione | Competenza per l'esercizio finanziario dal 1° luglio 1911 al 30 giugno 1912 |
|---|---|---|
| | PARTE I. | |
| | **Entrate ordinarie** | |
| | Entrate proprie della Colonia. | |
| 1. | Proventi doganali | 530,000 — |
| 2. | Proventi postali e radiotelegrafici | 37,000 — |
| 3. | Tasse varie | 35,000 — |
| 4. | Proventi diversi | 20,000 — |
| 5. | Ricupero di somme da reintegrarsi al bilancio passivo | per memoria |
| | | 622,000 — |
| | Contributo dello Stato nelle spese della Colonia. | |
| 6. | Contributo dello Stato nelle spese civili e militari della Colonia | 2,979,000 — |
| | Totale entrate ordinarie | 3,601,000 — |
| | PARTE II. | |
| | **Entrate straordinarie** | |
| 7. | Assegnazione straordinaria per lavori di pubblica utilità (Legge 20 marzo 1910, n. 129) | 500,000 — |

**RIEPILOGO**

| | |
|---|---|
| Parte I — Entrate ordinarie: | |
| Entrate proprie della Colonia | 622,000 — |
| Contributo dello Stato nelle spese della Colonia | 2,979,000 — |
| Totale entrate ordinarie | 3,601,000 — |
| Parte II — Entrate straordinarie | 500,000 — |
| Totale generale | 4,101,000 — |

Visto, d'ordine di Sua Maestà:
*Il ministro del tesoro*
TEDESCO.

Tabella **B.**

| Numero | CAPITOLI — Denominazione | Competenza per l'esercizio finanziario dal 1° luglio 1911 al 30 giugno 1912 |
|---|---|---|
| | **Parte I** | |
| | Spese pel Governo e per l'Amministrazione civile. | |
| | Spese ordinarie. | |
| 1. | Assegni al governatore | 76,100 — |
| 2. | Personale di ruolo | 235,000 — |
| 3. | Personale assunto in servizio per contratto (Spesa obbligatoria) | 93,300 — |
| 4. | Spese di carattere politico | 123,000 — |
| 5. | Spese per servizi vari (Spesa obbligatoria) | 127,500 — |
| 6. | Spese generali | 118,500 — |
| 7. | Linea di navigazione fluviale sul Giuba (Spesa obbligatoria) | 55,000 — |
| 8. | Spese casuali | 25,469 71 |
| | Totale | 853,869 71 |
| | Spese straordinarie. | |
| 9. | Lavori pubblici | per memoria |
| 10. | Annualità dovuta alla Cassa depositi e prestiti in estinzione del mutuo di L. 3.600.000 contratto per il riscatto del Benadir (leggi 2 luglio 1905, n. 319, e 30 giugno 1907, n. 499) - 5ª rata) (Spesa obbligatoria) | 371,415 29 |
| 11. | Opere di pubblica utilità da eseguirsi coi fondi concessi dalla legge 20 marzo 1910, n. 129 (Spesa obbligatoria) | 500,000 — |
| | Totale | 871,415 29 |
| | **Parte II** | |
| | Spese militari. | |
| | Spese ordinarie. | |
| 12. | Assegni agli ufficiali ed alla truppa e spese varie | 1,777,700 — |
| 13. | Equipaggiamento | 155,000 — |
| 14. | Materiali d'artiglieria e premi di tiro | 44,000 — |
| 15. | Spese generali | 66,500 — |
| | Totale | 2,043,200 — |
| | **Parte III** | |
| | Spese comuni all'Amministrazione civile ed a quella militare. | |
| | Spese ordinarie. | |
| 16. | Spese generali | 75,600 — |
| 17. | Spese casuali | 31,915 — |
| | Totale | 107,515 — |
| | **Parte IV** | |
| | Spese speciali per la Somalia italiana settentrionale. | |
| 18. | Spese varie per le residenze sulla costa della Somalia italiana settentrionale | 225,000 — |

**RIEPILOGO**

**Parte I**

Spese per il Governo e per l'amministrazione civile:

| | |
|---|---|
| Spese ordinarie | 853,869 71 |
| Spese straordinarie | 871,415 29 |
| | 1,725,285 — |

**Parte II**

Spese militari:

| | |
|---|---|
| Spese ordinarie | 2,043,200 — |

**Parte III**

Spese comuni all'amministrazione civile ed a quella militare:

| | |
|---|---|
| Spese ordinarie | 107,515 — |

**Parte IV**

| | |
|---|---|
| Spese speciali per la Somalia italiana settentrionale | 225,000 — |
| Totale generale | 4,101,000 — |

Visto d'ordine di Sua Maestà:
*Il ministro del tesoro*
TEDESCO.

*Il numero* **286** *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

VITTORIO EMANUELE III
**per grazia di Dio e per volontà della Nazione**
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Sono approvate le variazioni per l'assestamento del bilancio di previsione della Colonia Eritrea, per l'esercizio finanziario 1910-1911, descritte nella tabella annessa alla presente legge.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 marzo 1912.

VITTORIO EMANUELE.

TEDESCO.

Visto, *Il guardasigilli:* FINOCCHIARO-APRILE.

VARIAZIONI per l'assestamento del bilancio della Colonia Eritrea per l'esercizio finanziario 1910-911.

| CAPITOLI | | | Ammontare delle variazioni |
|---|---|---|---|
| Numero | Denominazione | | |
| | **ENTRATA** | | |
| 1. | Proventi doganali, diritti marittimi e sanitari | + | 77,000 — |
| 2. | Tasse di consumo e privative | — | 10,000 — |
| 3. | Proventi postali, telegrafici e delle corriere | + | 34,000 — |
| 4. | Proventi ferroviari | + | 20,000 — |
| 5. | Proventi giudiziari, ipotecari e notarili | + | 5,000 — |
| 6. | Redditi di beni demaniali | — | 15,000 — |
| 8. | Tributi | + | 109,500 — |
| 9. | Proventi di stabilimenti sanitari | + | 22,000 — |
| 10. | Tassa di vaccinazione del bestiame | + | 16,250 — |
| 11. | Tasse e multe varie | + | 7,000 — |
| 12. | Proventi diversi | + | 1,900 — |
| 15. | Somme provenienti da prestiti contratti posteriormente al 1° luglio 1908 | — | 536,306 90 |
| | Totale delle variazioni all'entrata | — | 268,656 90 |
| | **SPESA** | | |
| 2. | Personale di ruolo | + | 85,300 — |
| 3. | Personale avventizio | + | 11,100 — |
| 4. | Assegni a capi e notabili indigeni | + | 2,000 — |
| 5. | Assegni e spese varie per le bande assoldate | + | 11,800 — |
| 6. | Spese per la giustizia | — | 1,200 — |
| 7. | Servizi di carattere municipale | + | 5,000 — |
| 8. | Servizio sanitario generale | + | 34,400 — |
| 9. | Servizio di pubblica sicurezza | — | 2,600 — |
| 10. | Reclusorio e carceri giudiziarie | — | 1,800 — |
| 11. | Spese varie di carattere politico | + | 48,000 — |
| 12. | Agenzie commerciali in Etiopia | + | 19,000 — |
| 13. | Istituto siero-vaccinogeno | + | 27,200 — |
| 15. | Servizio di dogana, porto e fari e sanità marittima | + | 19,000 — |
| 16. | Servizi postali e telegrafici | — | 45,500 — |
| 17. | Esercizio della ferrovia | + | 5,000 — |
| 18. | Manutenzione della rete stradale ordinaria | + | 42,000 — |
| 19. | Manutenzione di fabbricati ed altre opere varie | + | 11,300 — |
| 20. | Servizio telegrafico internazionale | + | 20,000 — |
| 21. | Esercizio e manutenzione della linea telegrafica Eritrea-Scioa | + | 15,000 — |
| 22. | Demanio, colonizzazione, agricoltura e commercio | + | 10,000 — |
| 23. | Servizio economato | + | 50,000 — |
| 24 | Telegrammi di Stato per l'Italia e l'estero | + | 5,000 — |
| 27. | Spese varie | + | 4,500 — |
| 28. | Assegni agli ufficiali ed alla truppa e spese varie | — | 6,000 — |
| 29. | Pensioni e gratificazioni di riforma ai militari indigeni | — | 3,000 — |
| 30. | Vettovagliamento | — | 6,900 — |
| 33. | Foraggi e spese per i quadrupedi | — | 6,600 — |
| 36. | Trasporti | + | 31,100 — |
| 37. | Spese da sostenersi col ricavo di prestiti contratti posteriormente al 1° luglio 1908 | — | 536,306 90 |
| 38. | Estinzione dei prestiti contratti posteriormente al 1° luglio 1908 | — | 45,323 52 |
| 41. | Lavori pubblici | — | 69,526 48 |
| | Totale delle variazioni alla spesa | — | 268,656 90 |

**RIASSUNTO.**

| | | |
|---|---|---|
| Entrata | — | 268,656 90 |
| Spesa | — | 268,656 90 |
| Differenza | | » |

Visto, d'ordine di Sua Maestà:
*Il ministro del tesoro*
TEDESCO.

*Il numero 237 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Il governo del Re è autorizzato:

*a*) a fare accertare e riscuotere, secondo le leggi in vigore, le entrate della Colonia eritrea, riguardanti l'esercizio finanziario dal 1° luglio 1911 al 30 giugno 1912, in conformità dello stato di previsione annesso alla presente legge (tabella *A*);

*b*) a far pagare le spese della Colonia stessa, relative all'esercizio finanziario dal 1° luglio 1911 al 30 giugno 1912, in conformità dello stato di previsione annesso alla presente legge (tabella *B*).

È mantenuta al governatore della Colonia stessa la facoltà concessagli dall'art. 12, comma secondo, della legge 24 maggio 1903, n. 205, di stornare da un articolo all'altro del bilancio coloniale, con suo decreto, fondi non destinati a spese d'ordine ed obbligatorie.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 marzo 1912.

VITTORIO EMANUELE.

TEDESCO.

Visto, *Il guardasigilli*: FINOCCHIARO-APRILE.

STATO DI PREVISIONE dell'entrata e della spesa della Colonia eritrea per l'esercizio finanziario 1911-912.

Tabella **A**.

| Numero | CAPITOLI — DENOMINAZIONE | Competenza per l'esercizio finanziario dal 1° luglio 1911 al 30 giugno 1912 |
|---|---|---|
| | **Parte I** — Entrate ordinarie. | |
| | Entrate proprie della Colonia. | |
| 1. | Proventi doganali, diritti marittimi e sanitari | 880,000 — |
| 2. | Tasse di consumo e privative | 46,000 — |
| 3. | Proventi postali, telegrafici e delle corriere | 265,000 — |
| 4. | Proventi ferroviari | 400,000 — |
| 5. | Proventi giudiziari, ipotecari e notarili | 55,000 — |
| 6. | Redditi di beni demaniali | 285,000 — |
| 7. | Tassa sui fabbricati e tassa sui commercianti, esercenti, professionisti, ecc. | 120,286 — |
| 8. | Tributi | 821,000 — |
| 9. | Proventi di stabilimenti sanitari | 40,000 — |
| 10. | Tassa di vaccinazione del bestiame | 54,000 — |
| 11. | Tasse e multe varie | 34,000 — |
| 12. | Proventi diversi | 61,900 |
| 13. | Ricupero di somme da reintegrarsi al bilancio passivo | per memoria |
| | | 3,062,186 — |
| | Contributo dello Stato nelle spese della Colonia. | |
| 14. | Contributo dello Stato nelle spese civili e militari della Colonia eritrea | 6,350,000 — |
| | **Parte II** — Entrate straordinarie | |
| | Accensione di debiti. | |
| 15. | Somme provenienti da prestiti contratti posteriormente al 1° luglio 1908 | 1,052,258 13 |

**RIEPILOGO**

| | |
|---|---|
| Parte I. — Entrate ordinarie: | |
| Entrate proprie della Colonia | 3,062,186 — |
| Contributo dello Stato nelle spese della Colonia | 6,350,000 — |
| | 9,412,186 — |
| Parte II. — Entrate straordinarie: | |
| Accensione di debiti | 1,052,258 13 |
| Totale generale | 10,464,444 13 |

Visto, d'ordine di Sua Maestà:
*Il ministro del tesoro*
TEDESCO.

Tabella **B**.

| Numero | CAPITOLI — DENOMINAZIONE | Competenza per l'esercizio finanziario dal 1° luglio 1911 al 30 giugno 1912 |
|---|---|---|
| | **Parte I** — Spese ordinarie. | |
| | Spese pel Governo e per l'Amministrazione civile. | |
| 1. | Assegni al governatore | 76,100 — |
| 2. | Personale di ruolo | 723,050 — |
| 3. | Personale avventizio | 273,150 — |
| 4. | Assegni a capi e notabili indigeni | 142,000 — |
| 5. | Assegni e spese varie per le bande assoldate | 309,800 — |
| 6. | Spese per la giustizia | 10,800 — |
| 7. | Servizi di carattere municipale | 240,000 — |
| 8. | Servizio sanitario generale | 59,800 — |
| 9. | Servizio di pubblica sicurezza | 13,000 — |
| 10. | Reclusorio e carceri giudiziarie | 45,200 — |
| 11. | Spese varie di carattere politico | 303,000 — |
| 12. | Agenzie commerciali in Etiopia | 164,000 — |
| 13. | Spese per l'istituto siero-vaccinogeno | 117,200 — |
| 14. | Servizio di cassa | 12,000 — |
| 15. | Servizio di dogana, porto e fari e sanità marittima | 153,000 — |
| 16. | Servizi postali e telegrafici | 120,000 — |

| | |
|---|---|
| 17. Esercizio della ferrovia | 250,000 — |
| 18. Manutenzione della rete stradale ordinaria | 105,000 — |
| 19. Manutenzione di fabbricati ed altre opere varie | 80,000 — |
| 20. Servizio telegrafico interzionale | 90,000 — |
| 21. Esercizio e manutenzione della linea telegrafica Eritrea-Scioa | 50,000 — |
| 22. Demanio, colonizzazione, agricoltura e commercio | 150,000 — |
| 23. Servizio economato | 130,000 — |
| 24. Telegrammi di Stato per l'Italia e per l'estero | 20,000 — |
| 25. Restituzione di tasse indebitamente percette (Spesa d'ordine) | per memoria |
| 26. Spese casuali | 20,000 — |
| 27. Spese varie | 41,037 40 |
| | 3,708,137 40 |

## Spese militari.

| | |
|---|---|
| 28. Assegni agli ufficiali ed alla truppa e spese varie | 3,124,500 — |
| 29. Pensioni e gratificazioni di riforma a militari indigeni | 70,500 — |
| 30. Vettovagliamento | 144,900 — |
| 31. Vestiario | 50,300 — |
| 32. Servizio sanitario | 55,700 — |
| 33. Foraggi e spese per i quadrupedi | 182,400 — |
| 34. Materiali d'artiglieria | 102,200 — |
| 35. Spese del genio | 114,800 — |
| 36. Trasporti | 147,900 — |
| | 3,993,200 — |

**Parte II**

—

Spese straordinarie.

## Spese per il Governo e per l'amministrazione civile.

| | |
|---|---|
| 37. Spese da sostenersi col ricavo di prestiti contratti posteriormente al 1° luglio 1908 (Spesa obbligatoria) | 1,052,258 13 |
| 38. Estinzione dei prestiti contratti posteriormente al 1° luglio 1908 (Spesa obbligatoria) | 868,358 40 |
| 39. Servizio dei prestiti contratti anteriormente al 1° luglio 1908 per la costruzione della ferrovia Asmara-Ghinda (Spesa obbligatoria) | 250,129 26 |
| 40. Risarcimento di disavanzi di gestioni anteriori (Spesa obbligatoria) | 192,360 94 |
| 41. Lavori pubblici | per memoria |
| | 2,363,106 73 |

## Spese militari.

| | |
|---|---|
| 42. Foraggi e spese per i quadrupedi | 30,000 — |
| 43. Spese del genio | 120,000 — |
| 44. Spese per la graduale organizzazione della milizia territoriale | 250,000 — |
| | 400,000 — |

**RIEPILOGO**

—

| | |
|---|---|
| Parte I. — Spese ordinarie: | |
| Spese pel Governo e per l'amministrazione civile | 3,708,137 40 |
| Spese militari | 3,993,200 — |
| Totale spese ordinarie | 7,701,337 40 |
| Parte II. — Spese straordinarie: | |
| Spese pel Governo e per l'amministrazione civile | 2,363,106 73 |
| Spese militari | 400,000 — |
| Totale spese straordinarie | 2,763,106 73 |
| Totale generale | 10,464,444 13 |

Visto, d'ordine di Sua Maestà:
*Il ministro del tesoro*
TEDESCO.

## VITTORIO EMANUELE III

**per grazia di Dio e per volontà della Nazione**

**RE D'ITALIA**

Vista la deliberazione 9 agosto 1910, con la quale il Consiglio provinciale di Cosenza stabilì di classificare tra le proprie strade provinciali il tratto di strada comunale, della lunghezza di m. 2160, da Belvedere Marittimo a Portosalvo, che mette capo alla Nazionale n. 59 e quindi alla stazione ferroviaria;

Ritenuto che, fattosi luogo alle prescritte pubblicazioni, non sorse alcun reclamo;

Considerato che il detto tratto di strada serve a mettere in comunicazione collo scalo marittimo e con la stazione ferroviaria l'importante centro di Belvedere, non solo, ma anche i comuni finitimi, a mezzo della Nazionale su detta e delle provinciali che vi si innestano, e serve altresì a dare un conveniente sviluppo al commercio e alle industrie agricole del vasto e ricco territorio del comune di Belvedere;

Che pertanto sono da ravvisare in esso i caratteri di cui all'articolo 13 lettera *d*) della legge 20 marzo 1865 sui lavori pubblici;

Visti gli articoli 13 detto e 14 della legge medesima;

Sentito il Consiglio superiore dei lavori pubblici;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato pei lavori pubblici;

Abbiamo decretato e decretiamo:

La strada comunale da Portosalvo a Belvedere Marittimo, della lunghezza di m. 2160, è classificata tra le provinciali di Cosenza.

Il predetto Nostro ministro è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà pubblicato nella *Gazzetta ufficiale* del Regno.

Dato a Roma, addì 11 febbraio 1912.

VITTORIO EMANUELE.

SACCHI.

## IL MINISTRO DEL TESORO

Visto l'art. 82 del testo unico di legge sugli istituti di emissione e sulla circolazione dei biglietti di Banca, approvato col R. decreto 28 aprile 1910, n. 204;

Visto l'art. 13 del regolamento approvato col R. decreto 22 aprile 1897, n. 141, per l'esecuzione dei provvedimenti riguardanti il Banco di Napoli ed il suo credito fondiario;

Ritenuto che il prezzo medio delle cartelle del credito fondiario

anzidetto, risultante dai corsi ufficiali del titolo, in conto capitale, nel primo trimestre del corrente anno, venne accertato in L. 496,50.

Considerato che il detto prezzo medio è superiore a L. 450 e che perciò durante il secondo trimestre 1912 le cartelle dovranno essere accettate alla pari in rimborso di mutui, a termini delle citate disposizioni;

**Determina:**

Le cartelle del credito fondiario del Banco di Napoli, durante il secondo trimestre 1912, e con effetto dal primo del corrente mese, saranno accettate alla pari in rimborso di mutui, salvo l'accreditamento a favore dei mutuatari degli interessi maturati sulle cartelle medesime a tutto il giorno anteriore a quello del versamento.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta ufficiale* del Regno ed affisso all'albo di tutti gli stabilimenti e dipendenze del Banco di Napoli.

Roma, 3 aprile 1912.

*Il ministro*
TEDESCO.

## MINISTERO DELLE POSTE E DEI TELEGRAFI

**AVVISO.**

Il giorno 3 aprile corrente, in Aci Trezza, provincia di Catania, ed in Ferrati, provincia di Cosenza, sono stati attivati al servizio pubblico uffici telegrafici di 3ª classe, con orario limitato di giorno.

Roma, 3 aprile 1912.

## MINISTERO DEL TESORO

### Pensioni liquidate dalla Corte dei conti.

Adunanza del 14 febbraio 1912.

Ponsani Cristina, ved. Tocco. L. 2284,66.
Scotti Enrico, 1° segretario di R. procura, L. 1953.
Scotto Matilde, operaia tabacchi (indennità), L. 717,30.
Sommi Giovanna, ved. Griglio, L. 141,66.
De Vita Renato, capitano, L. 3768.
Paolillo Vincenzo, maggiore, L. 3624.
Andreani Luigi, sotto bibliotecario, L. 1762.
Cerutti Filomena, ved. Lanfranco, L. 182.
Cristino Daria, ved. Lana, L. 1666,66.
Pellegrini Gaetano, consigliere di Corte d'appello, L. 5920.
Iozzi Costanza, ved. Maynardi (indennità), L. 6:66.
Ganaleri M.a Domenica, ved. Magnani, L. 384.
Concordia orf.ne di Emidio, brigadiere postale (indennità), L. 3040.
Vicil Maria, operaia marina, L. 375.
Leoncini Elia, usciere, L. 1092.
Cacciorgna Domenico, usciere, L. 1248.
Viti Angelo, vice ragioniere, L. 2560, di cui:
a carico dello Stato, L. 963.87;
a carico dell'orfanotrofio militare di Napoli, L. 1596.13.
Agnone Emilia, ved. Ruocco, L. 232,50.
Fraschini Adele, ved. Filippini, L. 1268,66.
Vassalli Telemaco, ispettore capo al M.ro dei LL. PP., L. 5446.
Picottini Maria, ved. Bertolini, L. 1137.
Lupi Vittorio, capitano, L. 3646.
Visconti Elisa Francesca, ved. Leprini, L. 1065,66.
Cesari Romolo, applicato, L. 2112.
Izzo Maria, ved. Mondino, L. 1170,33.
Corlei Salvatore, capitano, L. 2328.
Fanales Angela, ved. Comiglio, L. 1017.
Pezzani Antonio, tenente colonnello, L. 3750.
Mannella Rachele, ved. Asturano, L. 829,33.
Stornajolo Orsola, ved. Leone, L. 171.
Oliviero Teresa, operaia tabacchi, L. 612,86.
De Colle Giuseppina, id., L. 300.
Manzotti Augusto, segretario delegazione tesoro (indennità), L. 2444
Canali Vincenzo, archivista, L. 2696.
Berti Rosalia, ved. Guarnieri, L. 320.
Verdicchio Giovanni, operaio tabacchi, L. 1085,50.
Sgueglia della Marra Giuseppe, capitano, L. 2788.
Buzzi Luigi, capo operaio guerra, L. 1400.
Pozzo Carlo Felice, magazziniere privative, L. 3000.
Padoan Andrea, 1° macchinista, L. 2066,40.
Mercolella Elisa, ved. Madalmi, L. 216.
Vanni Antonio, aiuto contabile, L. 1500.
Sale Antonio, capitano, L. 2933.
Paoletti Ernesto, maggiore, L. 4040.
Amari Gabriele Mª, id., L. 4011.
Ambrosi Luigia, ved. Marino, L. 426,66.
Gianotti o Giannotti Francesca, ved. Turibio, L. 860.
Taddei Augusto, archivista, L. 2622.
Redivivi Francesco, orf. di Ranieri, operaio marina, L. 150
Piacentini Ambrogio, sotto custode idraulico, L. 611.
Russo Maddalena, operaia tabacchi, L. 579,12.
Olivieri Domenico, guardia carceraria, L. 1120.
Gabriele Angelo, capitano di corvetta, L. 4027.
Guerrieri Vittoria, ved. Del Santo, L. 206,66.
Ceccopieri Ferdinando, segretario prefettura, L. 2300.
De Tullio Vincenzo, tenente colonnello, L. 3891.
Di Giuseppe M. Santa, ved. Cera, L. 224.
Gregorio Raffaele, applicato Ferrovie dello Stato (indennità), L. 5750 di cui:
a carico dello Stato L. 4840;
a carico delle Ferrovie dello Stato L. 910.
Lattanzi Maria, ved. Ajello, L. 391.33
Troncone Raffaele, usciere Banco Napoli, L. 1380, di cui:
a carico dello Stato L. 37,66;
a carico del Banco di Napoli L. 1342,34.
Minnelli Giovanni, aggiunto di cancelleria, L. 1200,
Del Fattore Serafino, usciere, L. 1344.
Barale M. Catterina, ved. Roccia, L. 315.
Magheri Raffaella, ved. Granchi, L. 539,13.
Isola Adelaide, ved. Tubarchi, L. 640.
Gnocchi Maria, ved. Gironi, L. 592.
Casa Giuseppe, vice intendente, L. 4460.
Ferrando M. Luigia, ausiliaria postale. L. 1444.
Soprani Maria, ved. Pittigliani, L. 346,66.
Turaccio Antonia, ved. Caruso, L. 345.
Paganotto Fulvia, ved. Cesa (indennità), L. 2850.
Belloni Lorenzo, 1° segretario, L. 3026.
Fiorini Francesco, 1° ufficiale postale, L. 2061.
Rossi Giov. Battista, presidente di sezione di Corte d'appello, L. 7750.
Magani Giulio, capo istituto effettivo (indennità), L. 7875.
Aureggi Giuseppe, maggior generale, L. 7925.
D'Antuoni Angelo, capitano, L. 3113.
Mingolla Filomena, ved. Taliento, L. 590.63.
Filoni Caterina, ved. Vigoni, L. 1386,66.
Brini Maria, ved. Bertola, L. 1136.
Banditelli Clotilde, ved. Caterini, L. 1031,25.
Sani Mª Luigia, ved. Poggi, L. 210.
Forno Giuseppe, brigadiere postale, L. 1402.
Luongo Marianna, orfana di Giuseppe, garzone cucina, L. 340.
Fabbri Guerrino, brigadiere postale, L. 1200.
Oldoni Elvira, ved. Folina, L. 964.
Carletti Ersilia, ved. Staccioli, L. 1030,66.
Boldrini Anna, ved. Manzini, L. 800.

Lagomaggiore Tommaso, agente superiore imposte, L. 3505.
Marini Ma Italia, ved. Rubetti (indennità), L. 2222.
Beccaria Gio. Maria, ved. Martinet, L. 1093,33.
Peano Teresa Lucia, ved. Bongiovanni, L. 704.
De Giorgio Maria, ved. Maisto, L 524,66.
Battaglia Salvatore, comandante agente custodia, L. 1760.
Cernusco Pietro, operaio tabacco, L. 823,05.
Miccio Filomena, ved. Carotenuto, L. 138,33.
Indica Gaetano, sottoprefetto, L. 4438.
Gozo Nicola, contrammiraglio, L. 7668.
Dal Borgo Fortunato, soldato, L. 540.
Gugliotta Francesco, padre di Giuseppe, guardia di città, L. 460.
Romagnoli Dante, soldato, L. 300.
Martino Gaetano, capo ufficio postale, L. 2300.
Maza Caterina, ved. Rosaroll (indennità), L. 2333.
Carrano Antonino, tenente macchinista, L. 4560.
Morini Ugo, bibliotecario, L. 1889.
Micali Giusepp, ved. Liri, L. 1503,33.
Maruzzo Domenica, ved. Zebra, L. 450.
Sparavier Luigi, padre di Pietro, caporale, L. 240.
Menz Giovanna, ved. Scotto, L. 202,50.
Marconi Giuseppe. giudice (indennità), L. 2083.
Matera Gaspare, primo macchinista corpo R. equipaggi, L. 2016.
Borelli Adolfo, vice intendente di finanza, L. 4460.

Adunanza del 21 febbraio 1912:

De Bortoli Ma Marina, ved. Zava, L. 202,50.
Muti Lorenzo, usciere capo, L. 1493.
Caressa Giovanni, tenente colonnello, L. 4825.
Ovale Pandolfo Maria, ved. Landi (indennità), L. 4444.
Bigontina Giuditta, ved. Romeo, L. 1861,33.
Pozzi Francesco, segretario, L. 2376.
Lucati Giulia, ved. Gismondi, L. 997,33.
Rognoni Giovanni, capitano, L. 3937.
Villacci orfani di Faustino, L. 432,66.
Turci Gio. Batta, capo tecnico marina, L. 3593.
Sandri Achille, applicato, L. 1953.
Lampognara Giovanna, operaia tabacchi, L. 389,40.
Piazzoni Carlo, maggiore, L. 4012.
Amico di Meane Barbara, ved. Dutto, L. 1066,66.
Diana Antonio, aiutante contabile, L. 2055.
Gugliantini Luigi, agente imposte, L. 2112.
Calderone Calogera, ved. Vancheri, L. 717, di cui:
a dello Stato, L. 489,06;
a carico ferrovie dello Stato, L. 227,94.
Bacci Filippo, archivista, L. 1855.
Buzzi Ma Amalia, ved. Comaschi, L. 1150,66.
Curti Gaudenzio, ufficiale di ragioneria, L. 1743.
Sacerdoti Norina, ved. Levi (indennità), L. 5585
Ingenito Ma Carolina, ved. Donnarummo, L. 184.
Lemmi Maria Elvira, ved. Gambacorti, L. 810,66.
Canu Vincenza, ved. Manca, L. 834,33.
Cutolo Maria Irene, ved. Del Giudice, indennità, L. 4166.
Leonardi Giovanni, appuntato di cavalleria, L. 300.
Russo Eloisa, ved. Puglielli, L. 1008.
Pontonio Todaro padre di Matteo, caporale, L. 240.
Greco Mauro, soldato, L. 300.
Vinci Giovanni, brigadiere postale, L. 1111.
Minervini Corrado, ingegnere genio civile, L. 5246.
Dalpasso Monica, ved. Mantovani, L. 320.
Casciello Maria Principia, ved. Perone, L. 137,83.
Bellini Pasquale, vice avvocato erariale, L. 3892.
Cannatieri Ernesta, ved. Chirico, L. 1386,66.
Bellicanta Lodovico, aiuto contabile, L. 1777.
Cantù Carlo Giuseppe, conservatore delle ipoteche, L. 4223.
Casasco Teresa, ved. Zanetti, L. 174,16.
Catignaro Palmiro, custode di università, L. 826.

Chiappa Giovanni, 1° macchinista C. R. equipaggi, L. 2116,80.
Bisaccia Concetta, ved. D'Atri, L. 571,20.
Di Marco Cesare, guardia città, L. 1120.
Zanoni o Zannoni Angela, ved. Montan, L. 239,16.
Greco Pasquale, capitano, L. 3853.
Paciarelli Demetria, ved. Santi, L. 152,77.
Fiorentini Giuseppe, applicato, L. 2400.
Cardoni Giulio, guardia di città, L. 1120.
Benetti Leodomiro, archivista, L. 2422.
Ligozzi Alessandro, archivista, L. 2870.
Mentasti Dante, capitano, L. 2692.
Jannuzzi Savina, ved. Princigalli, L. 968,66.
Lercari M.a Celestina, ved. Antonini, L 250.
Francesconi Raffaele, capo timoniere corpo RR. equipaggi, L. 2016.
Dottorini Dionisio, guardia carceraria, L. 1120.
Ruberto Paolo, maestro di musica, L. 2649.
Zanon Caterina, ved. Ferraris, L. 1019,66.
Rossi Aldo, tenente generale, L. 8000.
Rosini Teresa, ved. Folli, L. 1866,66.
Bisacca Gemma, ved. Strappa, L. 306,33.
De Biasi Carolina, ved. Sommorigo, L. 147.
Cucchetti Antonia, ved. Marnati, L. 291.
Ocioni od Occioni Adelia, ved. Andreotta, L. 912,33.

Adunanza del 28 febbraio 1912.

Sergardi Luigi, giudice di tribunale, L. 2971.
Vitale Giuseppe, capitano, L. 3348.
Sacco Maria, ved. Piazza, L. 808,66.
Degl'Innocenti Giovanni, capitano, L. 2355.
Perinetti, orfani di Eugenio, furiere maggiore, L. 217,20.
Speciale M. Antonia, ved. Speciale, L. 460.
Trussardi Giuseppe, ved. Graziani, L. 399,46.
Massa Eduardo, operaio marina, L. 720.
Di Biase Francesco, applicato, L. 1700.
Camurati Enrico, maggiore, L. 4041.
Beverini Alessandro, aiuto contabile, L. 1771.
Tirelli Italo, capitano, L. 3832.
Palozzi Alfonso, capo sezione, L. 2416.
Dugoni Umberto, 2° capo infermiere, L. 790.
Malavasi Luigi, archivista, L. 2509.
Morozzo della Rocca Roberto, capo sezione, L. 4290.
Varnero Carlo, ispettore tasse, L. 2645.
Massimino di Ceva Luigi, 1° segretario, L. 3465.
Fiorentino Giacomo, cancelliere cassazione, L. 5425.
Fanni Giuseppe, segretario, L. 2353.
Molinario Giuseppe, segretario R. procura, L. 2934.
Chicco Enrico, console generale L. 5786.
Borbonese Adelaide, ved. Tempia, L. 681,66.
Pisapia Giuseppe, capitano, L. 3700.
Gregori Antonio, id., L. 3238.
Sacco Carlo, maresciallo guardie città, L. 1760.
Ferrini Carlo, operaio marina, L. 595.
Bernardi Teresa, ved. Paolucci, L. 320.
Gualchi Francesco, ved. Guerrina, L. 454.
Curotti Carolina, ved. Romani, (indennità), L. 2200.
Benzoni Paola, ved. Bonelli, L. 224.
Luongo Giuseppe, operaio marina, L. 877,50.
Bozzonetti Domenico, ufficiale d'ordine, L. 1785.
Aranci Luca, brigadiere finanza, L. 981,33.
Avanzi Ferdinando, operaio tabacchi, L. 1142,08.
Bagnoli Anna, operaia tabacchi, L. 303,75.
Bertolini Tommaso, 1° segretario R. procura, L. 2934.
Di Biase Antonio, operaio marina, L. 900.
Mazzini Adele, operaia tabacchi, L. 359,10.
Morelli Luigi, consigliere di cassazione, L. 7760.
Pons Carolina, operaia tabacchi, L. 439,23.
Russo Pietra, id. id., L. 511,63.

Grammatico Mostiola Virginia, ved. Bruno, (indennità) L. 2216,
Barbera Stefano, guardia di città, L. 1120.
Savio di Birustiel Federico, consigliere di Corte d'appello, L. 6720.
De Vecchi M. Ida, ved. Russo, L. 1131,33.
Magnoni Filippo, maggiore, L. 3520.
Miriello Santo, guardia carceraria, L. 1120.
Cerretti Prospero, conservatore delle ipoteche, L. 2448.
Piccini Caterina, orf. di Vincenzo, applicato, L. 518,33.
Ferrandi Clemente, vice intendente finanze, L. 3890.
Buiatti Luigi, guardia carceraria, L. 1120.
Bellaviti Buttoni Ma Teresa, ved. Bellaviti, L. 236.
Beverini Gaudenzio, operaio marina, L. 900.
Cassini Giovanni, id. id., L. 765.
Corsetti Enrico, ved. Ferro, L. 1928,33.
Lucchese Cecilia, operaia tabacchi, L. 467,01.
Abrignani Baldassare, consigliere di cassazione, L. 7749.
Campese Raffaella, ved. Grassia, L. 361.
Usai Giovanni, applicato, L. 1709.
Ferro Bienca Clelia, ved. Canepa, L. 554,40.
Massimino Giuseppa, ved. Vianello, L. 215.
Piervisani Rosa, ved. Sebastiani, L. 186,66.
Virgilio Gelsomina, ved. Spinelli, L. 320.
Catania Grazia, operaia tabacchi, L. 382,39.
Maiorfi Adele, ved. Pranzetti, L. 953,33.
Zammaretti Aquilino, usciere, L. 1184.
Rota Benedetto, capitano C. R. equipaggi, L. 3308.
Parodi Amelia, ved. Barabino, L. 1273.
Mattirolo Emilio, capo ingegnere C. R. miniere, L. 2909.
Gianardi Giovanna, ved. Grassi, L. 277,50.
Colella Carlotta, ved. Verduzio, L. 1060,66.
Dormia Caterina, ved. Cirino, L. 691,33.
Dionigi Raffaello, capo guardia carceraria, L. 1600.
Novara Erminia, ved. Palisi, L. 260.
Tucci Pasquale, cancelliere pretura, L. 2112.
Viappiani Angelo, usciere ferrovie dello Stato (indennità), L. 2375, di cui:
a carico dello Stato, L. 1983;
a carico delle ferrovie, L. 392.
Bottero Pio, tenente di fanteria, L. 2065.
Signori Armida, ved. Bettini, L. 788,66.
Argentiero Pietrantonio, maresciallo guardie città, L. 1600.
Di Scala Lucia, operaia tabacchi, L. 634,52.
Rizzo Vincenza, id. id., L. 420,91.
Bortolotti Enrica, id. id., L. 320,81.
Conigliaro Maria, id. id., L. 522,44.
Pelaia Nicola, capitano, L. 3246.
Affede Oreste Giuseppe, id., L. 3145.
Dalmassi Giuseppina, ved. Masoni, L. 2284.
Ingegnotti Annibale, professore, L. 3602.
Masciello Giuseppe, capitano, L. 3382.
Oriandini Camillo, id., L. 2828.
Cassano Antonino, archivista, L. 2371.
Viganò Maurilio, vice cancelliere, L. 2912.
Verna Luigi, maggiore, L. 4042.
Staglieno Luigia, ved. Fasciolo, L. 1300.
Caprioglio Carlo, soldato, L. 300.
Franceschi Gio. Batta, aiuto universitario, L. 1057.
Guberti Adelina, ved. Loredani, L. 352,66.
Montemezzo Gio. Batta, intendente, L. 6160.
Rosanigo Alberto, colonnello, L. 6327.
Veneri Camillo, capitano, L. 2491.
Dell'Isola Rosa, ved. Pepè, L. 307, di cui:
a carico dello Stato, L. 135,32;
a carico dell'orfanotrofio M.e di Napoli, L. 171,68.
Lasora Giovanni, 2° capo cannoniere, L. 850.
Fini Gregorio, agente nelle dogane, L. 1152.
Aurietti Giuseppe, operaio officina carte-valori, L. 1021,08.
Russo Carlo, colonnello, L. 6324.
Tomasuzzi Luigi, capo operaio marina, L. 1104.
Cosenza Teresa, ved. Sparla, L. 720.
Priano M.a Luigia, ved. Ravazzano (indennità), L. 2683.
Barberis Amelio, soldato, L. 300.
Pareti Alessandro, id., L. 300.
Leone Giuseppa, ved. Mortellaro, L. 480.
Lorino Giuseppe, brigadiere RR. CC. L. 810,24.
Pezzini Giovanni, appuntato RR. CC., L. 715,99.
Rea Edoardo, carabiniere, L. 521,71.
Pelliccioni Tito, id., L. 414,22.

---

**Direzione generale del debito pubblico**

*Rettifiche d'intestazione* (2a pubblicazione).

Si è dichiarato che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, vennero intestate come alla colonna 4, mentrechè dovevano invece intestarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

| Debito<br>1 | Numero d'iscrizione<br>2 | Ammontare della rendita annua<br>3 | Intestazione da rettificare<br>4 | Tenore della rettifica<br>5 |
|---|---|---|---|---|
| 3.50 0[0<br>3.50 0[0 | 212685<br>524662 | 24 50<br>10 50 | Genova Teresa fu *Giuseppe* moglie di Mora Giuseppe, domiciliata ad Invorio Inferiore (Novara) | Genova Teresa fu *Giuseppe* o *Carlo-Giuseppe*, ecc. come contro |
| 3.50 0[0 | 247585 | 87 50 | Dassori Francesca, *Giambattista-Stefano* ed Elisa fu Girolamo, minori, sotto la patria potestà della madre Ginocchio Dominica, domiciliata in Genova | Dassori Francesca, *Sebastiano* ed Elisa fu Girolamo, ecc. come contro |
| 3.50 0[0 | 642874 | 210 — | Della Chiesa di Cervignasco Vittorina di *Innocente*, minore, sotto la patria potestà del padre, domiciliata a Saluzzo (Cuneo) | Della Chiesa di Cervignasco Vittorina di *Innocenzo* |
| 3.50 0[0 | 3091 assegno provvisorio | 1 05 | Longo Michele e *Polina* fu Michele, minori, sotto l'amministrazione della signora *Antonietta Pacelli*, loro madre e tutrice, domiciliati in Napoli | Longo Michele e *Maria-Solina* fu Michele, minori, sotto l'amministrazione della signora *Antonietta o Maria-Antonietta Pacelli* o *Pacello* o *Paciello*, loro madre e tutrice, domiciliati in Napoli |

A termini dell'art. 167 del regolamento generale sul Debito pubblico, approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298,

si diffida

chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, il 23 marzo 1912.

*Il direttore generale*
GARBAZZI.

# MINISTERO DEL TESORO

## Direzione generale del Debito pubblico

### 2ª Pubblicazione.

Conformemente alle disposizioni degli articoli 48 del testo unico delle leggi sul Debito pubblico, approvato con R. decreto 17 luglio 1910 n. 536, e 136 del regolamento approvato con Reale decreto 8 ottobre 1870, n. 5942;

Si notifica che ai termini dell'art 135 del citato regolamento fu denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sotto designate rendite, e fatta domanda a quest'Amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, ne vengano rilasciati i nuovi;

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse, che sei mesi dopo la prima delle prescritte tre pubblicazioni del presente avviso si rilasceranno i nuovi certificati, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni notificate a questa Direzione generale nei modi stabiliti dall'art. 139 del citato regolamento.

| CATEGORIA del debito | NUMERO delle iscrizioni | INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI | AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione |
|---|---|---|---|
| Consolidato 4 50 % | 4308 Assegno provv. | Congregazione di carità del comune di Brenno Useria (Como) . L. | 1 03 |
| Consolidato 3 75 % / 3 50 % | 124386 | Parrocchia di Casalino in comune di Ligonchio (Reggio Emilia). » | 108 75 / 101 50 |
| » | 124388 | Fabbriceria della chiesa parrocchiale di San Rocco in Casalino in comune di Ligonchio (Reggio Emilia) . . . . . . . . . . » | 41 25 / 38 50 |
| Consolidato 5 % | 1070684 | Braggio Rosa fu Filippo, moglie di Gorreta Giacomo, domiciliata a Bergamasco (Alessandria). Vincolata . . . . . . . » | 10 — |
| » | 865153 Certificato di proprietà | Per la proprietà a: Ghiorzo Angela di Giacomo, minore, sotto la patria potestà del padre, domiciliata in Teviggio, frazione di Varese Ligure (Genova) . . . . . . . . . . . . . . . . » | 60 — |
| | | Per l'usufrutto a Ghiorzo Giacomo di Pietro, in origine, e dal giugno 1910 a: Paganini Domenico di Lorenzo, durante la vita del detto Ghiorzo Giacomo. | |
| Consolidato 3 75 % / 3 50 % | 45970 | Carserà Cona Salvatore fu Ignazio. Vincolata . . . . . . . . . » | 112 50 / 105 — |
| » | 627121 | Bandi di Selve Adolfo e Benedetta, vedova di Boeri Carlo fu Maurizio domiciliati a Torino, quali eredi indivisi di Bandi di Selve Clotilde fu Maurizio, vedova in prime nozze di Perino Pietro ed in seconde nozze di Ferrero-Gola Carlo. Vincolata . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . » | 375 — / 350 — |
| Consolidato 5 % | 372290 | Gentile Giuseppe fu Bernardo, domiciliato in Catania . . . . . » | 15 — |
| » | 372291 | Gentile Giuseppe fu Bernardo, domiciliato in Catania . . . . . » | 10 — |
| Consolidato 3 75 % / 3 50 % | 334089 Certificato d'usufrutto | Per l'usufrutto a: Boglione Angelo fu Gerolamo . . . . . . . » | 48 75 / 45 50 |
| | | Per la proprietà a: De Bernardis Luigi e Teresa di Giuseppe, minori, sotto la patria potestà del padre, domiciliati a Staglieno (Genova) | |
| » | 348440 Certificato d'usufrutto | Per l'usufrutto a: Boglione Angelo fu Gerolamo . . . . . . . » | 18 75 / 17 50 |
| | | Per la proprietà: come la precedente iscrizione | |
| » | 296287 | Chiesa di Sant'Anna in Santa Marizzutta di Varmo (Udine) . . » | 18 75 / 17 50 |

| CATEGORIA del debito | NUMERO delle iscrizioni | INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI | AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione |
|---|---|---|---|
| Consolidato 3 75 %/3 50 % | 579396 | Mensa vescovile di Bobbio (Pavia) . . . . . . . . . . . . . . L. | 15 —/14 — |
| » | 312526 | Pittaluga Ernesta Francesca di Giuseppe, minore, sotto la patria potestà del padre, domiciliata in Genova . . . . . . . . . » | 22 50/21 — |
| » | 312527 | Pittaluga Carolina-Ines-Armida, vulgo Lina, di Giuseppe minore, sotto la patria potestà del padre, domiciliata in Genova . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . » | 22 50/21 — |
| » | 2065 rendita mista | Affatati Michelangelo di Giovanni, domiciliato a Monopoli (Bari) . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . » | 37 50/35 — |
| » | 2608 rendita mista | Intestata come la precedente . . . . . . . . . . . . . . . . . » | 37 50/35 — |
| » | 2609 rendita mista | Affatati Tommaso di Giovanni, domiciliato a Monopoli (Bari) . » | 37 50/35 — |
| | 2384 rendita mista | Intestata come la precedente . . . . . . . . . . . . . . . . . » | 37 50/35 — |
| » | 116713 | Cirillo Giovanni di Pasquale, domiciliato in Frattamaggiore (Napoli). Vincolata . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . » | 127 50/119 — |
| » | 380314 Certificato di proprietà | Per la proprietà a Pironti Arabella di Luigi, minore, sotto la patria potestà del padre, domiciliato a Napoli . . . . . . . » Per l'usufrutto a: Pironti Giacomo Carlo fu Francesco Gaetano. | 675 —/630 — |
| Consolidato 5 % | 815/44235 Assegno provv. | Camera Giovanni Battista di Francesco, domiciliato in Napoli. Vincolato . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . » | 2 50 |
| Consolidato 3 75 %/3 50 % | 447084. | Bizzarri Mario di Antonio, domiciliato in Felonica (Mantova). Vincolata . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . » | 11 25/10 50 |
| » | 467223 Certificato di usufrutto | Per l'usufrutto a: Secreti Giulia fu Saverio, moglie legalmente separata di Paradisi Mozzoni Umberto, domiciliata in Roma, vita durante. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . » Per la proprietà a; Palladini Augusto fu Romolo, domiciliato a Roma | 236 25/220 50 |
| » | 327227 | Cappella di Sant' Atanasio in Spedino in Borgocollefegato (Aquila) . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . » | 11 25/10 50 |
| Consolidato 5 % | 1151926 | Fabbriceria della chiesa parrocchiale di Sant'Andrea in Esio (Novara) . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . » | 10 — |
| Consolidato 3 75 %/3 50 % | 249781 | Alleva Gabriele di Domenico, domiciliato in Fara San Martino (Chieti). Vincolata . . . . . . . . . . . . . . . . . . . » | 15 —/14 — |

| CATEGORIA del debito | NUMERO delle iscrizioni | INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI | AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione |
|---|---|---|---|
| | 1107153 | Casalino Vincenzo di Andrea, domiciliato in Carbonara di Nola (Napoli). Vincolata . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . L. | 10 — |
| | 151973 | Stefanini Aurelio di Stefano, domiciliato in Levanto (Genova) . » | 22 50 / 21 — |
| | 603624 | Stefanini Aurelio fu Stefano, domiciliato in Levanto (Genova). Vincolata . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . » | 300 — / 280 — |
| | 603625 | Intestata e vincolata come la precedente . . . . . . . . . . . » | 30 — / 28 — |
| | 603626 | Intestata e vincolata come la precedente . . . . . . . . . . . » | 150 — / 140 — |
| | 603627 | Intestata e vincolata come la precedente . . . . . . . . . . . » | 22 50 / 21 — |

Roma, 31 gennaio 1912.

*Il direttore generale:* GARBAZZI.

*Smarrimento di ricevuta* (1ª pubblicazione).

Il signor Vinci Nicodemo fu Bruno, ha denunziato lo smarrimento della ricevuta n. 41 ordinale, n. 402 di protocollo e n. 1765 di posizione, statagli rilasciata dalla Intendenza di finanza di Catanzaro in data 11 agosto 1908, in seguito alla presentazione di un certificato nominativo della rendita complessiva di L. 10, consol. 5 % con decorrenza dal 1° gennaio 1907.

Ai termini dell'art. 230 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, sarà consegnato al detto signor Vinci Nicodemo, il nuovo titolo proveniente dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, il 4 aprile 1912.

*Per il direttore generale*
CAPUTO.

### Direzione generale del tesoro (Divisione portafoglio)

**Il prezzo medio del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 5 aprile 1912, in L. 101.01.**

## MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

### Ispettorato generale del commercio

**Media dei corsi dei consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata d'accordo fra il Ministero d'agricoltura, industria e commercio e il Ministero del tesoro (Divisione portafoglio).**

4 aprile 1912.

| CONSOLIDATI | Con godimento in corso | Senza cedola | Al netto degl' interessi maturati a tutt' oggi |
|---|---|---|---|
| 3.50 % *netto* .... | 96,69 01 | 94,94 01 | 95 77 67 |
| 3 50 % *netto* (1902) | 96,57 50 | 94,82 50 | 95 66 16 |
| 3 % *lordo* ....... | 67,01 25 | 65 81 25 | 66 93 63 |

# PARTE NON UFFICIALE

## DIARIO ESTERO

Abbiamo ieri pubblicato per sommi capi il sunto del trattato franco-marocchino col quale il Marocco si sottopone al protettorato francese. Ci giunge ora da Parigi il testo per esteso che pubblichiamo per la sua importanza. Esso è il seguente:

Il Governo della Repubblica francese ed il Governo di S. M. il Sultano, desiderosi di stabilire al Marocco un regime regolare basato sull'ordine interno e sulla sicurezza generale, che permetta la

introduzione delle riforme ed assicuri lo sviluppo economico del paese hanno convenuto le disposizioni seguenti:

Art. 1. — Il Governo della Repubblica francese e S. M. sono di accordo per istituire al Marocco un nuovo regime che porti le riforme amministrative, giudiziarie, scolastiche, economiche, finanziarie e militari che il Governo francese giudicherà utile applicare sul territorio marocchino.

Questo regime garantirà la situazione religiosa, il rispetto ed il prestigio tradizionale del Sultano e l'esercizio della religione musulmana e delle istituzioni religiose, specialmente quella dell'Habous. Esso comprenderà l'organizzazione di un maghzen sceriffiano riformato.

Il Governo della Repubblica si concerterà col Governo spagnuolo circa gli interessi che ad esso derivano dalla sua posizione geografica e dai suoi possedimenti nel territorio sulla costa marocchina.

La città di Tangeri conserverà il carattere speciale che le è stato riconosciuto e che determinerà la sua organizzazione municipale.

Art. 2. — S. M. il Sultano ammette fin d'ora che il Governo francese proceda, dopo aver prevenuto il Maghzen, alla occupazione militare di quei punti del territorio marocchino che esso giudicherà necessari al mantenimento dell'ordine ed alla sicurezza delle transazioni commerciali e che eserciti ogni azione di polizia sulle terre e sulle acque marocchine.

Art. 3. — Il Governo della Repubblica francese prende impegno di dare un costante appoggio a S. M. sceriffiana contro ogni pericolo che minacciasse la sua persona o il suo trono e che compromettesse la tranquillità dei suoi Stati. Lo stesso appoggio sarà dato all'erede del trono ed ai suoi successori.

Art. 4. — Le misure che saranno rese necessarie dal nuovo regime del protettorato saranno promulgate su proposta del Governo francese da S. M. sceriffiana e dalle autorità alle quali essa avrà delegato il potere. Lo stesso avverrà per i nuovi regolamenti e per le modificazioni ai regolamenti esistenti.

Art. 5. — Il Governo francese sarà rappresentato presso S. M. sceriffiana dal commissario residente generale depositario di tutti i poteri della Repubblica francese al Marocco, che vigilerà per la esecuzione del presente accordo. Il commissario residente generale sarà il solo intermediario del Sultano presso i rappresentanti esteri e nei rapporti che questi intrattengono col Governo marocchino. Egli sarà specialmente incaricato di tutte le questioni interessanti gli stranieri nell'Impero sceriffiano ed avrà potere di approvare e promulgare a nome del Governo francese tutti i decreti emanati da S. M. sceriffiana.

Art. 6. — Gli agenti diplomatici e consolari della Francia saranno incaricati della rappresentanza e della protezione dei sudditi e degl'interessi marocchini all'estero. S. M. il Sultano s'impegna a non concludere alcun atto che abbia carattere internazionale senza il consenso preventivo del Governo della repubblica francese.

Art. 7. — Il Governo della repubblica francese ed il Governo di S. M. Sceriffiana si riservano di fissare di comune accordo le basi di una organizzazione finanziaria che, rispettando i diritti conferiti ai portatori di titoli dei prestiti pubblici marocchini, permetta di mantenere gl'impegni del tesoro sceriffiano e di percepire regolarmente i redditi dell'Impero.

Art. 8. — S. M. Sceriffiana si obbliga a non contrarre in avvenire nè direttamente nè indirettamente alcun prestito pubblico e privato e di non accordare sotto una qualsiasi forma alcuna concessione senza l'autorizzazione francese.

***

Quando venne proclamato il *referendum* tra gli scioperanti inglesi delle miniere, si dava al futuro risultato un'importanza grandissima dicendo che da esso sarebbe dipeso tutta la situazione.

Ma, durante il tempo necessario all'effettuazione del *referendum*, le conferenze e le trattative tra il Governo, i proprietari ed i minatori hanno continuato incessantemente, e, poichè si gettarono le basi di un componimento, il risultato della votazione del *referendum* passò in seconda linea.

Cosicchè le notizie che se ne hanno, poco favorevoli alla ripresa dei lavori, non hanno prodotto nessuna cattiva impressione, e, ciò che è più importante, non hanno ritardato le trattative in corso.

Ecco i telegrammi, da Londra, in merito al *referendum*:

Secondo le notizie ufficiali, lo scrutinio della votazione dei minatori ha dato i seguenti risultati: 201.013 voti favorevoli alla ripresa del lavoro; 244.011 contrari.

Non essendo stata raggiunta la maggioranza di due terzi, i dirigenti della Federazione dei minatori consigliano la ripresa del lavoro sotto riserva della conferma da parte della conferenza nazionale che sarà tenuta sabato prossimo.

*** L'ufficio della Federazione dei minatori ha raccomandato la ripresa del lavoro.

La conferenza nazionale è stata convocata per sabato.

***

Sono noti i provvedimenti presi dagli Stati Uniti e le sue intimazioni ai belligeranti messicani affinchè non si ripetessero inconvenienti alla frontiera a danno dei sudditi nord-americani. Non ultima minaccia, in caso di trasgressione alle intimazioni loro, i nord-americani posero l'intervento armato. Ma, per quanto i belligeranti messicani avessero il maggior interesse a non dare occasione da far verificare le minaccie nord-americane, pure si ebbero a deplorare alcune uccisioni di sudditi americani.

In proposito oggi si ha da Washington:

I ribelli trattengono a Chihuahua 50 americani come ostaggio per impedire un intervento degli Stati Uniti.

La commissione della Camera dei rappresentanti per gli affari esteri ha approvato un ordine del giorno in cui si chiedono dal presidente Madero centomila dollari per l'uccisione di nord-americani.

***

Il *New York Herald* lancia una notizia che merita di essere confermata e che nullameno pubblichiamo potendo avere qualche riferimento con la precedente.

La notizia, telegrafata da Tokio, 3, dice che tra il Giappone ed il Messico fu stipulato un trattato secondo il quale il Giappone riceverebbe un vasto « settlement » nella baja della Maddalena, sulla costa occidentale del Messico.

Il dispaccio aggiunge:

Si crede che gli Stati Uniti eleveranno protesta contro questa cessione, come una violazione della dottrina di Monroe.

# DIARIO DELLA GUERRA

### L'azione militare.

*Bengasi*, 3. — Essendo in corso alcuni lavori di fortificazione su terreno fronteggiante l'oasi di Suani Osman, alcuni gruppi di beduini avevano preso l'abitudine di appostarsi nell'oasi anzidetta per disturbarli. Ad evitare il ripetersi di simili manovre, questa mattina un battaglione di bersaglieri perlustrava l'oasi, sostenuto da un altro battaglione di fanteria e da una batteria da campagna contro eventuali attacchi.

Nella mattinata, difatti, gruppi di beduini a piedi e a cavallo si avanzavano verso l'oasi aprendo il fuoco, senza danno, contro le nostre truppe, ma venivano subito respinti dalla nostra fanteria e dall'artiglieria.

Verso le 10 una nostra nave, in esecuzione di precedenti istruzioni, bombardava Coeffia, noto ritrovo di turco-arabi, a nove chilometri da Suani Osman.

In seguito a questo bombardamento, al tocco, pronunciavasi da Coeffia e da Sidi Muffer un largo movimento di nemici contro l'oasi di Suani Osman. Ma la nostra fanteria, sostenuta dall'artiglieria da campagna e da quella delle fortificazioni, lo arrestava tosto, costringendo anzi il nemico alla fuga. Per tal modo i lavori poterono procedere senza interruzione.

Le nostre perdite sono di un morto e due feriti; quelle del nemico ammontano ad oltre un centinaio di caduti fra morti e feriti.

*Tripoli, 3.* — Nessuna novità qui e ad Homs.

*Derna, 3.* — Ieri sera ed oggi qualche pattuglia di regolari turchi in vista, subito dispersa dal nostro fuoco.

**In Cirenaica.**

Sul combattimento dell'osi delle *Due Palme*, o di *Suani Abd el Rani* (12 marzo 1912), S. E. il generale Briccola, comandante supremo a Bengasi, ha inviato il seguente rapporto:

*La sorpresa al Fojat.* — Le replicate interruzioni notturne tentate dai predoni beduini alle comunicazioni telegrafiche e telefoniche tra le ridotte Grande e quella del Fojat avevano indotto il comando di Bengasi a predisporre, nella notte dall'11 al 12 marzo, uno speciale servizio di appostamento allo scopo di sorprendere i nemici, destinando all'uopo una compagnia del 57 fanteria, la quale si appiattò, fino dalla sera dell'11, presso il margine orientale del Fojat.

Erano le ore 5,30 del mattino quando alcuni gruppi nemici, usciti dall'oasi delle Due Palme si diressero al Fojat, e furono subito ricacciati dal fuoco rapido della nostra compagnia colà appostata, cui si accompagnò pure il fuoco di due nostre ridotte.

Fra le ore 6 e le 8, lunghe catene nemiche apparvero oltre la linea Auari-Scetuan ed a sud-est di quest'ultima località. Verso le ore 6,30 l'artiglieria nemica si metteva in posizione a circa 3 km. a sud-est di Scetuan, aprendo il fuoco contro la nostra ridotta del Fojat, però senza effetto. Subito le batterie da 149 con tiri efficacissimi controbatterono l'artiglieria avversaria e le linee di fanteria, obbligando queste ad arrestarsi e quella a desistere dal fuoco.

I nostri aviatori innalzatisi oltre alle nostre linee avvisavano occupata dal nemico la regione del Ciok, la linea Scetuan-Auari ed il terreno oltre tale linea e verso il campo del Gebel, sicchè - verso le ore 8 - il comando poteva formarsi la convinzione che si trovassero nella piana circostante a Bengasi oltre 5000 combattenti.

*La determinazione dell'attacco.* — Alle ore 8,30, il nemico, dopo aver schierato le proprie forze, accennava a ripiegare su tutta la fronte, badaluccando con esigui reparti qua e là ed accentuando il proposito di non impegnarsi a fondo in nessuna parte.

Il comandante della 2ª divisione, ritenne allora opportuno di non aspettare più oltre per vibrare un atto controffensivo, sia perchè potevasi sperare con esso di arrestare la ritirata del nemico e di attrarlo al combattimento, sia perchè l'uscita dalle linee di difesa e la conseguente occupazione di una posizione avanzata fino allora tenuta dall'avversario, avrebbe pur sempre giovato allo spirito delle nostre truppe mobili che, fino allora, con l'arma al piede, avevano assistito allo svolgersi dell'azione della nostra artiglieria.

Alle ore 8,30 il comandante della 2ª divisione telegrafò al generale Ameglio di vedere se fosse il caso di procedere alla occupazione dell'oasi delle Due Palme, per attrarre il nemico sotto il fuoco della piazza.

Successivamente, alle ore 9, il generale Briccola ordinava al generale Ameglio di agire controffensivamente, ed in seguito a ciò quest'ultimo, con sagacia e prontezza, dava subito le disposizioni per l'operazione affidatagli. Difatti egli, pur ritenendo di dover fronteggiare soltanto gruppi nemici, chiamava a schierarsi tutte le forze che aveva sottomano, emanando le proprie disposizioni per l'attacco e traducendole immediatamente in atto.

La batteria da 149, quelle delle ridotte Fojat e Grande ed una batteria da montagna presero a battere l'oasi delle Due Palme ed i gruppi nemici che, uscendo da essa, cercavano di ripiegare verso est, nonchè nuclei avversari dislocati nella piana.

*La preparazione dell'attacco.* — Il generale Ameglio destinò all'operazione affidatagli sette battaglioni formati su due reggimenti, appartenenti alla 4ª e 7ª brigata, un gruppo di artiglieria da campagna, uno da montagna ed il reggimento cavalleggeri.

Lo schieramento si effettuò per ala lungo la fronte tra la ridotta del Fojat e la ridotta Grande. Ogni reggimento aveva due battaglioni in prima schiera ed uno in secondo: il settimo battaglione fu disposto in riserva generale.

Il gruppo di batterie da campagna si portò dietro il reggimento di sinistra, il gruppo di batterie da montagna dietro quello di destra, il reggimento di cavalleggeri si ammassò verso l'estrema destra nella adiacenze della ridotta Roma.

La preparazione col fuoco venne effettuata dalle artiglierie delle ridotte Fojat e Grande, le quali concentrarono i rispettivi tiri sull'oasi delle Due Palme, mentre le batterie da 149 battevano le forze nemiche che si avanzavano a rincalzo di quelle che stavano nell'oasi.

Alle truppe già schierate venne infine ad aggiungersi anche lo squadrone indigeno dei Savari, che si dispose sull'estrema sinistra a guardia di quel fianco.

Nel frattempo, anche le batterie dei gruppi mobili da campagna e da montagna concorrevano alla preparazione, rivolgendo i loro tiri contro l'oasi, sicchè - preparata l'azione del fuoco - il generale Ameglio decise di avviluppare l'avversario da nord e da sud, per impedirgli di sfuggire dall'oasi.

*L'avanzata delle truppe.* — La seconda fase dell'azione si iniziò circa le ore 11,45 con l'avanzata delle truppe di fanteria, effettuatasi con grande slancio fin contro al margine occidentale dell'oasi. Essendosi notata sull'orizzonte una forte colonna che proveniva dall'uadi Cattara e si dirigeva fra Auari e Scetuan, il generale Ameglio ordinò al reggimento di cavalleggeri di portarsi da quella parte, per proteggere al largo il fianco destro da ogni azione degli arabo-turchi.

Le artiglierie appoggiarono con fuoco efficacissimo l'avanzata delle fanterie, battendo, con quelle mobili, il margine ovest e l'interno dell'oasi, con quelle delle ridotte Fojat e Grande l'immediato rovescio dell'oasi stessa, infine con una batteria da 149 il terreno ad oriente dell'oasi medesima.

Durante questa avanzata, il tenente colonnello De Bernardis, del 79° reggimento fanteria, veniva colpito gravemente al petto.

Così giunsero le fanterie a breve distanza dal margine dell'oasi sicchè le batterie non potendole più appoggiare senza pericolo con il proprio fuoco, il generale Ameglio, anche in relazione al suo concetto di avviluppare l'oasi, ordinò ai due gruppi mobili di artiglierie di spostarsi rispettivamente all'estrema destra ed all'estrema sinistra, in guisa da colpire d'infilata gli sbocchi esterni dell'oasi; continuando pur sempre le batterie delle ridotte e quella da 149 a battere ad intervalli il terreno retrostante all'oasi stessa. Frattanto una colonna nemica, da Auari, accennava a dirigersi verso l'oasi delle Due Palme, ed uno squadrone di cavalleggeri appiedava subito impegnandosi in combattimento contro una parte di quella

colonna, mentre gli altri squadroni, manovrando, la mantenevano in iscacco, e la batteria Roma apriva il fuoco contro gli avversari costringendoli a ripiegare.

*La decisione del combattimento.* — Alle ore 13, circa, principiò la fase risolutiva del combattimento.

Il reggimento di testa, al comando del colonnello Moccagatta, dopo aver vinto con ripetuti e brillanti assalti alla baionetta la fiera resistenza dei nemici presso al margine sud dell'oasi, li ricacciava a sbaraglio nell'interno di essa.

Intanto si impegnava una violenta azione a fuoco lungo il margine ovest, là dove i nemici avevano concentrato la maggior resistenza contro le nostre truppe del centro, sicchè la fanteria italiana non poteva procedere che lentamente ed a sbalzi.

Fu allora che il generale Ameglio troncò gli indugi ed ordinò l'assalto alla baionetta, sicchè il centro della linea, personalmente condotta dal colonnello Vanzo, comandante il 57° fanteria, giunse quasi senza più aprire il fuoco, con ammirabile slancio e coesione, ad impadronirsi con un solo sbalzo del margine ovest dell'oasi.

*La ritirata e l'inseguimento degli arabo-turchi.* — Proprio in quel punto un nuovo battaglione giunse dalla Berca sui luoghi della lotta; battaglione che il colonnello Airenti, lasciato al comando delle nostre linee, inviava di propria iniziativa alle truppe combattenti, sicchè, con questo arrivo, rimase disponibile il battaglione di riserva, che subito venne lanciato dal generale Ameglio contro la Fornace Calleia.

L'arrivo di quel battaglione decise dell'azione. La Fornace dapprima, e successivamente tutte le fosse e i muri di cinta dell'oasi, furono conquistati dai nostri a colpi di baionetta. La presenza della bandiera del 79° fanteria tra le truppe combattenti le animava fortemente e le spingeva irresistibilmente alla vittoria.

Mentre così si decideva l'azione, con mirabile accordo si compiva lo spostamento dei gruppi mobili di batterie verso le ali esterne delle linee combattenti, scortate da riparti di fanteria secondo le direttive del tenente colonnello Genovese, comandante dell'artiglieria divisionale.

Tale spostamento si eseguì in modo audace, rapido e continuo, dentro lo stesso raggio della fucileria nemica e per scaglioni, mentre il battaglione di estrema sinistra (1° - 79°) conquistava il margine nord dell'oasi ed incalzava con le baionette alle reni forti gruppi di arabo-turchi che, per sfuggire a quelle, andarono poi a cadere sotto il fuoco avvolgente del gruppo di artiglieria da campagna

Il reggimento di destra (colonnello Moccagatta) incalzò anche esso, alla baionetta, l'avversario che, sboccando a sbaraglio dall'oasi, venne a cadere sotto il fuoco efficacissimo di alcuni reparti del 4° fanteria appostati presso il casone Buscioifa e sotto il tiro di una batteria da montagna (tenente Vannutelli) in posizione in quei pressi.

Gli squadroni, i quali avevano appoggiato il movimento avviluppante sulla destra dell'oasi, vennero infine avvertiti dal generale Ameglio che si procedeva all'inseguimento.

In questi aspri assalti alla baionetta, cadevano morti il capitano Cornoldi del 63 fanteria, colpito alla fronte, ed i sottotenenti Gullo e Tassini, del 79. Venivano mortalmente feriti il tenente Sozzi del 63 ed il sottotenente Meli del 4 fanteria. Cadevano pure parecchi militari di truppa.

Alle ore 14,15, la resistenza degli arabo-turchi era completamente fiaccata.

Il fuoco delle batterie mobili, delle artiglierie delle ridotte Grande e Fojat e delle due batterie da 149 allungava i propri tiri per incalzare l'avversario.

Le truppe nostre si riordinavano esultanti lungo il margine dell'oasi conquistata e spingevano ricognizioni ad oriente di essa.

Alle ore 15, lo squadrone dei cavalleggeri indigeni Savari, dislocato a nord-est dell'oasi, respingeva col fuoco oltre due centinaia di arabo-turchi avanzatisi da Sidi Mafta, ed il fuoco delle batterie da 149 completava lo sbaraglio anche di quelle forze nemiche.

*L'azione del comando.* — Durante la brillante controffensiva delle truppe del generale Ameglio, il comandante della 2ª divisione, ebbe occasione di intervenire anche esso nell'azione.

Alle ore 12,45, scorgendo l'azione fortemente impegnata verso l'oasi, ed osservando che il reggimento di cavalleggeri era ancora ammassato presso la ridotta Roma, il comandante della 2ª divisione spedì il seguente telegramma al comandante del reggimento: « Provveda protezione fianco destro nostra linea di fanteria avanzante. Agisca con le rimanenti forze secondo le circostanze le consiglieranno. Informi generale Ameglio. Accusi ricevuta ».

Il telegramma perveniva al comandante del reggimento cavalleggeri nel tempo medesimo in cui egli riceveva l'ordine dal generale Ameglio di portarsi con gli squadroni a destra della ridotta Fojat per proteggere il fianco destro delle nostre truppe avanzanti contro l'oasi, senza però spingersi oltre il raggio d'azione delle ridotte.

Alle ore 13,40, scorgendo che forze nemiche dalla fronte Scetuan-Sidi-Mufta accennavano ad avanzare in soccorso dei difensori dell'oasi, il comandante della II divisione ordinò al generale D'Amico - comandante della III brigata - di tener pronti due battaglioni di bersaglieri per intervenire, occorrendo, nell'azione, lanciandoli contro il fianco destro degli arabo-turchi qualora avessero proseguito verso l'oasi.

*Le nostre perdite. — I risultati della vittoria.* — Le perdite del nemico debbono aver superato per certo la cifra di mille morti.

Al termine della giornata furono raccolti 745 cadaveri nemici trovati nell'oasi e nei dintorni di essa. Oltre a ciò, i nostri informatori assicurarono che, a non breve distanza dai luoghi della lotta, dovevano trovasi insepolti oltre 300 cadaveri, e che molti dei feriti nella giornata giornalmente perivano nei campi avversari.

Da parte nostra, le perdite furono molto lievi in confronto delle avversarie e dei risultati ottenuti: 37 morti, tra cui cinque ufficiali, e 140 feriti, fra cui 12 ufficiali, comprendendo nella cifra dei morti i feriti successivamente spirati nei luoghi di cura a tutto il 22 marzo.

Tale confortante risultato si è ottenuto mercè l'azione rapida ed energica della nostra fanteria, e mercè il grande concorso ad essa prestato sia dalle batterie mobili, che si portarono valorosamente fino a distanza efficacissima di tiro dall'avversario, sia dalle artiglierie delle linee di difesa, che abilmente sfruttarono tutti i vantaggi del tiro preparato, sia infine dalla cavalleria, che adempiè egregiamente il mandato assegnatole, di proteggere i fianchi col combattimento offensivo.

L'avviluppamento degli arabo-turchi nell'oasi e l'inseguimento di essi col fuoco d'artiglieria ne compierono l'annientamento.

Meritano anzitutto rilievo l'intelligenza, il valore disciplinato e lo slancio impareggiabile delle nostre truppe. Superiore ad ogni lode è stata pure la costante cooperazione prestata dalle armi consorelle alla fanteria.

La giornata del 12 marzo ha oltre ciò sanzionato l'ottima organizzazione del servizio d'artiglieria dovuto ad un lavoro paziente perseguito con tenacia e con chiarezza di scopi, comprendente tanto l'oculata preparazione dei tiri delle batterie da posizione, quanto l'organizzazione e l'addestramento delle batterie da campagna e da montagna, leggere, manovriere, abili nel tiro e perfettamente disciplinate.

Così l'artiglieria si è resa grandemente benemerita della vittoria del 12 marzo.

Anche l'organizzazione del campo trincerato di Bengasi ha dimostrato in questa giornata il proprio valore. Il fatto di una azione decisamente controffensiva svoltasi sotto l'immediata protezione delle opere con l'efficace concorso di fuoco di tutte le artiglierie di un settore, sta infatti a dimostrare l'opportuna postazione delle opere stesse e l'armonica loro azione di dominio sul terreno circostante.

L'avanzata della fanteria sotto il fuoco micidiale dell'avversario

appostato nel terreno insidioso dell'oasi fu superiore ad ogni elogio. Calma, ordinata, essa seguì con fermezza l'esempio dei propri ufficiali, e si slanciò con irrefrenabile impeto contro l'avversario, impegnando con esso un combattimento corpo a corpo.

Il contegno altamente offensivo e disciplinato della nostra fanteria costituisce perciò il miglior pegno di fortuna nelle future operazioni di guerra.

La cavalleria ha assolto con ordine e prontezza animosa gli ordini ricevuti di proteggere l'ala destra dell'attacco e di concorrere nello avvolgimento.

Il tenente generale comandante della 2ª div.
*O. Briccola.*

L'*Agenzia Stefani* che comunica il suddetto rapporto, aggiunge: « Così l'opera intelligente, saggia ed avveduta del comandante della 2ª divisione, unitamente alla condotta valorosissima del generale Ameglio ed al grande prestigio personale di quest'ultimo, hanno integrato le splendide doti delle nostre truppe in una vittoria, che - qualunque possano essere le conseguenze politiche - rimarrà pur sempre degna di memoria nei fasti militari della nuova Italia ».

**Stampa estera.**

*Pietroburgo, 4.* — Il *Novoje Wremia* plaude all'articolo della *Tribuna* pel ravvicinamento italo-russo. Nessuna combinazione politica, osserva il giornale, può distruggere il fatto che gli interessi russo-italiani non sono in contrasto in nessun punto e che anzi sono per molti rispetti in armonia; come, per esempio, per la ferrovia dell'Adriatico, per l'indipendenza del Montenegro, per il consolidamento della situazione dell'Italia nel Mediterraneo, che viene salutato dalla Russia con maggior simpatia che da ogni altra nazione.

Il *Novoje Wremia* crede che sarebbe utile uno scambio di visite dei membri del Parlamento e dei municipi delle due nazioni.

È certo che queste visite, conclude il giornale, costituirebbero una manifestazione di alto interesse.

# CRONACA ITALIANA

**Per l'istruzione agraria.** — Con l'intervento di S. E. il ministro Nitti si è riunito ieri il Consiglio per l'istruzione agraria, presenti tutti i componenti meno il vice pres. prof. Baldassarre.

Il ministro si dichiarò lieto di porgere il suo saluto al Consiglio che rappresenta la realizzazione del suo convincimento, che i corpi consultivi sieno costituiti essenzialmente di tecnici. Come ha voluto che il servizio dell'insegnamento agrario tornasse alla sua sede naturale presso la direzione dell'agricoltura, così ha ritenuto logico che il Consiglio, che dell'insegnamento agrario deve in particolar modo occuparsi, sia autonomo.

Si augurò che il Consiglio voglia coadiuvarlo nel compito di rafforzare gli istituti esistenti ed anche in quello più difficile di resistere alle pressioni dirette a crearne dei nuovi. Egli propose di presentare nell'anno venturo provvedimenti legislativi per dar maggior consistenza ed a rendere meglio rispondenti ai bisogni nuovi gli istituti d'istruzione e soprattutto quelli di sperimentazione agraria. Con tale augurio inaugurò i lavori del Consiglio.

Ritiratosi il ministro e assunta la presidenza il consigliere anziano comm. Pasqui, si svolse l'ordine del giorno.

Si riconobbe la regolarità della elezione dei membri eletti dalle scuole superiori di agricoltura, dalle stazioni agrarie e da scuole speciali e pratiche di agricoltura; si approvarono gli atti della commissione aggiudicatrice del concorso a direttore ordinario della Regia stazione di bieticoltura di Rovigo.

Nella seduta pomeridiana si approvò una relazione del prof. Alpe, il regolamento delle stazioni di bieticoltura di Rovigo e di granicoltura di Rieti.

**Per la flotta aerea.** — Con felice pensiero S. E. il ministro Calissano, ieri, ha convocato i direttori generali delle amministrazioni postale, telegrafica e telefonica esponendo loro l'idea di una sottoscrizione esclusiva al personale della vasta azienda allo scopo di offrire una unità alla flotta area nazionale e per costituire un primo fondo destinato agli indennizzi per gli infortuni dell'aviazione.

La idea fu molto favorevolmente accolta dai vari capi servizio i quali iniziando tosto col ministro la sottoscrizione hanno concretato le norme per agevolarla e regolarla in modo che con piena libertà tutto il personale senza distinzioni possa parteciparvi con offerte da versarsi immediatamente o in successive rate.

**I " Buoni del tesoro ".** — L'*Agenzia Stefani* comunica:

Un consorzio - di cui fanno parte la Banca d'Italia, il Banco di Napoli, il Banco di Sicilia, la Cassa di risparmio di Milano, la Banca commerciale, il Credito italiano, il Banco di Roma, la Società bancaria italiana, la Società italiana di credito provinciale, la Ditta Zaccaria Pisa, ed altre forze finanziarie italiane, - ha assunto a fermo tutta la somma di 250 milioni in buoni del tesoro quinquennali, che il Governo si è proposto di emettere in conto dei 300 milioni autorizzati dalla legge del 21 marzo scorso per provvedere alle spese ferroviarie approvate con precedenti leggi.

I buoni, di vari tagli, col minimo di lire duemila, sono collocati alla pari e fruttano l'interesse annuo del quattro per cento, pagabile in due rate semestrali.

*** I Buoni del tesoro quinquennali autorizzati da una recente legge per provvedere a spese ferroviarie approvate negli anni scorsi, saranno emessi contro versamenti alla pari.

**Movimento dell'emigrazione.** — Il Commissariato dell'emigrazione comunica i seguenti dati statistici sul movimento della emigrazione transoceanica avvenuta nei porti del Regno e nel porto dell'Havre durante il mese di febbraio 1912.

Nel febbraio 1912 s'imbarcarono nei porti italiani 15.141 emigranti italiani e all'Havre 942, complessivamente 16.083 (oltre a 1.520 stranieri), diretti a paesi transoceanici, così divisi per paesi di destinazione: 13.576 per gli Stati Uniti — 15 pel Canadà — 862 pel Plata — 1.567 pel Brasile — 63 per altri paesi.

Nel corrispondente mese 1911 erano partiti dai porti italiani 16.826 emigranti italiani e dal porto di Le Hàvre 1115, complessivamente 17.941 (oltre a 679 stranieri) così divisi per paesi di destinazione: 11.357 per gli Stati Uniti, 5731 pel Plata, 798 pel Brasile, 55 per altri paesi.

Nel febbraio 1912 sono quindi partiti per le Americhe 1858 emigranti italiani in meno che nello stesso mese del 1911; la diminuzione si è verificata in 4869 emigranti per il Plata; per gli Stati Uniti, Canadà, Brasile ed altri paesi si ebbe un aumento rispettivamente di 2219, di 15, di 769 e di 8 emigranti.

Il numero degli emigranti italiani rimpatriati dalle Americhe, sbarcati nei porti italiani, nel febbraio 1912, è stato di 8645, così divisi per paesi di provenienza: 5213 dagli Stati Uniti, 2789 dal Plata, 605 dal Brasile, 38 da altri paesi.

Nel febbraio 1911 il numero degli emigrati italiani di ritorno nei porti italiani era stato di 8676, così divisi per paesi di provenienza: 3873 dagli Stati Uniti, 4154 dal Plata, 605 dal Brasile, 44 da altri paesi.

In complesso quindi si è avuto nel decorso mese di febbraio, in confronto del corrispondente mese del 1911, una diminuzione di 31 nei rimpatri di emigrati; la diminuzione si è verificata dal Plata nella misura di 1365 e da altri paesi di 6, mentre dagli Stati Uniti si ebbe invece un aumento di 1340 nei rimpatri di emigrati in confronto del corrispondente mese dell'anno precedente.

**Scoppio.** — Ieri si è verificato uno scoppio negli apparecchi per fabbricazione della dinamite Nöbel ad Avigliana. Vi sarebbero due morti ed alcuni feriti, tra i quali il direttore tecnico.

**Marina mercantile.** — Il *Bologna*, della Società Italia, è partito da Buenos Aires per Genova. — L'*Italia*, della Veloce, ha proseguito da Barcellona per Genova.

# TELEGRAMMI

**(Agenzia Stefani)**

VIENNA, 4. — Il barone Ladislao Müller Szentgyörgy, ambasciatore in funzioni di primo capo sezione al ministero degli esteri, è stato nominato ambasciatore a Tokio e ministro plenipotenziario al Siam.

Il capo sezione al ministero degli esteri, dott. Carlo barone De Macchio, è stato nominato primo capo sezione, ed il segretario di Stato ungherese a riposo, conte dottor Marco Wickenbur, capo sezione al ministero stesso.

LONG BEACH (California), 4. — L'aviatore Golbrasth Rogers è caduto col suo biplano durante un volo ed è morto.

Nel 1911 Rogers aveva volato da New York alla California.

SALONICCO, 4. — A Koritza, nel vilayet di Salonicco, sono state segnalate ieri mattina tre leggere scosse di terremoto a cui mezz'ora più tardi è seguita una scossa più forte.

In giornata vi sono state altre violente scosse.

Molte case sono crollate; parecchi altri edifici sono danneggiati. Gli abitanti, in preda allo spavento, si sono rifugiati all'aperto.

Non vi sono vittime umane.

COSTANTINOPOLI, 4. — L'inchiesta ha stabilito che il fuoco al palazzo del principe di Samo, Kopassis effendi, recentemente ucciso, fu appiccato da un guardiano del palazzo stesso, allo scopo di fare scomparire traccie di furti.

LONDRA, 5. — Cinquantamila minatori sono discesi nelle miniere di vari bacini; ma nel Paese di Galles nessun operaio ha ancora ripreso il lavoro.

## OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

### del R. Osservatorio del Collegio romano

*4 aprile 1912.*

| | |
|---|---|
| L'altezza della stazione è di metri | 50.60 |
| Il barometro a 0°, in millimetri | 760.67 |
| Termometro centigrado al nord | 12.4 |
| Tensione del vapore, in mm. | 2.52 |
| Umidità relativa, in centesimi | 23 |
| Vento, direzione | N |
| Velocità in km. | 30 |
| Stato del cielo | sereno |
| Temperatura massima, nelle 24 ore | 13.7 |
| Temperatura minima | 6.1 |
| Pioggia in mm. | 1.1 |

*4 aprile 1912.*

In Europa: pressione massima di 777 sulla Manica, minima di 745 sulla Norvegia.

In Italia nelle 24 ore: barometro ancora salito, fino a 9 mm. sul Veneto; temperatura ulteriormente diminuita; venti forti settentrionali in val Padana, Marche, Abruzzo, Campania e Sardegna; pioggie in Sicilia; pioggierelle sparse nelle Marche, Lazio, Abruzzo e Campania; neve sull'Umbria.

Barometro: massimo a 770 in Piemonte, minimo a 761 in Calabria.

Probabilità: venti moderati e qua e là forti settentrionali; cielo vario al sud e Sicilia, sereno altrove; mare mosso od agitato.

## BOLLETTINO METEORICO

### dell'ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

Roma, 4 aprile 1912.

| STAZIONI | STATO del cielo ore 7 | STATO del mare ore 7 | TEMPERATURA precedente | |
|---|---|---|---|---|
| | | | Massima nelle 24 ore | Minima nelle 24 ore |
| Porto Maurizio | sereno | mosso | 17 2 | 9 0 |
| Genova | sereno | calmo | 17 2 | 8 0 |
| Spezia | sereno | legg. mosso | 14 3 | 5 4 |
| Cuneo | sereno | — | 13 8 | 2 5 |
| Torino | sereno | — | 13 5 | 3 8 |
| Alessandria | sereno | — | 13 9 | 3 5 |
| Novara | sereno | — | 18 1 | 5 1 |
| Domodossola | sereno | — | 16 4 | — 1 0 |
| Pavia | sereno | — | 14 8 | — 1 2 |
| Milano | 1/4 coperto | — | 13 4 | 3 6 |
| Como | sereno | — | 13 0 | 3 8 |
| Sondrio | sereno | — | 12 0 | 0 1 |
| Bergamo | sereno | — | 11 0 | 4 0 |
| Brescia | sereno | — | 14 1 | 5 4 |
| Cremona | sereno | — | 14 6 | 4 5 |
| Mantova | sereno | — | 16 8 | 3 0 |
| Verona | sereno | — | 14 5 | 3 9 |
| Belluno | sereno | — | 11 2 | 0 1 |
| Udine | 1/4 coperto | — | 13 3 | 3 1 |
| Treviso | sereno | — | 15 0 | 3 8 |
| Venezia | sereno | calmo | 13 0 | 5 8 |
| Padova | sereno | — | 13 8 | 4 0 |
| Rovigo | 1/2 coperto | — | 15 4 | 3 4 |
| Piacenza | sereno | — | 14 0 | 1 9 |
| Parma | sereno | — | 14 2 | 4 6 |
| Reggio Emilia | sereno | — | 13 3 | 4 6 |
| Modena | 1/2 coperto | — | 12 9 | 3 9 |
| Ferrara | 1/4 coperto | — | 13 3 | 3 4 |
| Bologna | 1/2 coperto | — | 13 6 | 5 9 |
| Ravenna | — | — | — | — |
| Forlì | sereno | — | 12 2 | 5 0 |
| Pesaro | 1/2 coperto | tempestoso | 12 7 | 6 0 |
| Ancona | coperto | mosso | 12 8 | 7 5 |
| Urbino | 1/4 coperto | — | 7 3 | 1 8 |
| Macerata | 3/4 coperto | — | 9 2 | 3 8 |
| Ascoli Piceno | — | — | — | — |
| Perugia | 1/2 coperto | — | 9 0 | 2 2 |
| Camerino | 3/4 coperto | — | 6 0 | 0 3 |
| Lucca | 1/4 coperto | — | 14 9 | 3 0 |
| Pisa | sereno | — | 16 2 | 2 8 |
| Livorno | sereno | mosso | 15 0 | 5 3 |
| Firenze | sereno | — | 13 8 | 5 6 |
| Arezzo | sereno | — | 10 6 | 3 6 |
| Siena | 1/4 coperto | — | 8 9 | 4 2 |
| Grosseto | sereno | — | 13 8 | 5 7 |
| Roma | sereno | — | 13 7 | 6 1 |
| Teramo | 1/2 coperto | — | 20 0 | 4 0 |
| Chieti | 1/2 coperto | — | 8 3 | 1 8 |
| Aquila | sereno | — | 6 8 | 1 0 |
| Agnone | coperto | — | 5 4 | — 1 1 |
| Foggia | 3/4 coperto | — | 15 0 | 5 0 |
| Bari | 1/4 coperto | agitato | 13 0 | 8 6 |
| Lecce | 1/2 coperto | — | 14 0 | 8 0 |
| Caserta | 1/2 coperto | — | 11 9 | 6 6 |
| Napoli | 1/2 coperto | legg. mosso | 11 4 | 5 9 |
| Benevento | 3/4 coperto | — | 12 4 | 4 7 |
| Avellino | coperto | — | 8 4 | 3 8 |
| Caggiano | — | — | — | — |
| Potenza | coperto | — | 6 8 | 0 3 |
| Cosenza | — | — | — | — |
| Tiriolo | piovoso | — | 11 2 | 3 0 |
| Reggio Calabria | — | — | — | — |
| Trapani | 3/4 coperto | mosso | 15 0 | 10 2 |
| Palermo | coperto | grosso | 13 7 | 7 5 |
| Porto Empedocle | sereno | calmo | 16 3 | 7 6 |
| Caltanissetta | sereno | — | 13 0 | 9 0 |
| Messina | coperto | calmo | 15 8 | 8 0 |
| Catania | 1/2 coperto | legg. mosso | 16 6 | 6 8 |
| Siracusa | sereno | legg. mosso | 19 2 | 6 6 |
| Cagliari | sereno | legg. mosso | 18 0 | 6 0 |
| Sassari | 1/2 coperto | — | 12 6 | 5 0 |

*Direttore:* G. B. BALLESIO. Tipografia delle Mantellate, TUMINO RAFFAELE, *Gerente responsabile.*